Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE N° 442

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

A l'alinéa 4, supprimer les mots :

« et aux textes pris pour son application ».

Exposé sommaire

Amendement rédactionnel.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE n° 458

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

Après l'alinéa 4, insérer les deux alinéas suivants :

« *Il bis.*- Après l'article L. 113-5 du même code, il est inséré un article L. 113-6 ainsi rédigé :

« *Art. L. 113-6.* – Les manquements aux dispositions de l'article L. 113-5 sont passibles d'une amende administrative dont le montant ne peut être supérieur à 3 000 € pour une personne physique et 15 000 € pour une personne morale. » »

Exposé sommaire

Cet amendement vise à créer un régime de sanctions applicables en cas de violation des dispositions du code de la consommation sur l'interdiction de surtaxer le numéro de téléphone mis à la disposition du consommateur pour obtenir la bonne exécution de sa commande ou le traitement d'une réclamation.

Il s'agit ici de créer une sanction administrative pour une infraction dont la constatation n'était jusqu'à présent pas sanctionnée.

La pratique illicite visée par cet amendement ne porte pas une atteinte grave aux intérêts des consommateurs et justifie, pour des raisons d'effectivité de la règle de droit, le recours à une sanction administrative comme une alternative aux poursuites pénales en permettant ainsi à l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation d'exercer pleinement sa mission de régulation de l'activité économique.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE N° 443

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

A l'alinéa 7, substituer aux mots :

« des alinéas précédents »,

les mots :

« des cinq premiers alinéas du présent article ».

Exposé sommaire

Amendement rédactionnel.

**DROITS, PROTECTION ET INFORMATION DES
CONSO MMATEURS**
(n° 3508)

AMENDEMENT

présenté par M. Jean-Luc Warsmann

ARTICLE 10

Substituer à l'alinéa 10, les alinéas suivants :

« IV. – L'article L. 132-1 du même code est ainsi modifié :

« 1° Le sixième alinéa est complété par la phrase suivante :

« Le juge écarte d'office, après avoir recueilli les observations des parties, l'application d'une clause dont le caractère abusif ressort des éléments du débat. » ;

« 2° Après le huitième alinéa, est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Sans préjudice des articles L. 141-1 et L. 421-6, les professionnels qui ne sont pas partie au contrat peuvent demander au juge de déclarer non écrites les clauses abusives qu'il contient, ainsi que celles figurant dans les contrats aux conditions générales identiques conclus par un concurrent avec des consommateurs. Le juge peut ordonner au professionnel mis en cause d'en informer les consommateurs à ses frais par tout moyen approprié. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à ouvrir aux professionnels concurrents l'intérêt à agir dans une action en cessation des clauses abusives, dont l'effet agira désormais *erga omnes*, dans le but de rendre cette procédure plus efficace et d'accroître les garanties juridiques des consommateurs.

En effet, les clauses abusives constituent non seulement un abus à l'encontre des consommateurs, mais aussi une entrave à la concurrence. De ce fait, il apparaît légitime que les professionnels qui respectent le droit de la consommation puissent se prévaloir, auprès du juge, de pratiques déloyales et illégales de leurs concurrents à l'égard des consommateurs.

Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs (n°3508)**Amendement**

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Erhel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonnet, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

Article 10

Après l'alinéa 10, insérer les deux alinéas suivants :

« Avant l'article L. 141-1 du code de la consommation, il est inséré un article L. 141 ainsi rédigé :

« Art. L 141- Dans les litiges opposant un consommateur et un professionnel, le juge peut soulever d'office les dispositions du Code de la Consommation. » »

EXPOSE SOMMAIRE

Alors que les litiges liés à la consommation deviennent sans cesse plus nombreux du fait de la complexité des contrats proposés par les professionnels, un détournement par les professionnels des procédures dites simplifiées devant le juge de proximité ou le juge d'instance est constaté. Créées initialement pour permettre aux justiciables un accès plus simple au juge sans le recours à un avocat, ces procédures sont désormais utilisées en majorité (90 % selon Mme Pecaut-Rivolier ancienne Présidente de l'Association Nationale des Juges d'Instance) par les professionnels et notamment par les établissements financiers pour attirer devant les tribunaux les consommateurs en incident de paiement.

Ces derniers sont conduits devant le tribunal sans moyen de défense ni connaissances juridiques suffisantes pour contester les demandes du professionnel. Il est intéressant de remarquer que Madame la garde des sceaux Rachida Dati n'a rien dit d'autre en séance publique, le 15 novembre 2007, en exposant qu'en la matière : « souvent le consommateur est perdu par la complexité du contentieux ». En toute logique, il convient alors de modifier les pouvoirs du juge pour donner au consommateur toutes les garanties d'une justice efficace. Le présent texte fait un pas important en matière de clauses abusives. Il convient de le compléter.

Il est ainsi nécessaire de donner au juge la possibilité de soulever d'office les dispositions du code de la consommation, notamment celles protectrices du consommateur, pour d'une part rééquilibrer les rapports consommateurs et professionnels et d'autre part, assurer une réelle effectivité du droit de la consommation.

Une telle évolution serait conforme à la jurisprudence de la CJCE. Dans un arrêt du 21 novembre 2002, la cour juge que *"pour assurer au consommateur une protection efficace et conforme aux objectifs d'une directive, le juge national doit pouvoir soulever d'office, les éléments de droit applicables."* Cela va Au-delà des clauses abusives. Il convient que le législateur français adopte cette position.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE N° 444

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

A l'alinéa 12, substituer aux mots :

« sur le fondement ».

les mots :

« en application ».

Exposé sommaire

Amendement rédactionnel.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE N° 445

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

A l'alinéa 12, substituer à la dernière occurrence du mot :

« et »,

le mot :

« ou ».

Exposé sommaire

Amendement rédactionnel.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)**

AMENDEMENT

N° 459

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

Après l'alinéa 12, insérer les trois alinéas suivants :

« Après l'article L. 132-1-1 du même code, il est inséré un article L. 132-1-2 ainsi rédigé :

« *Art. L. 132-1-2.* – Dans les contrats conclus entre professionnels et non professionnels ou consommateurs, la présence d'une ou de plusieurs clauses relevant du décret pris en application du troisième alinéa de l'article L. 132-1 est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut être supérieur à 3 000 € pour une personne physique et 15 000 € pour une personne morale.

« La mesure d'injonction prise sur le fondement du V de l'article L. 141-1 demandant au professionnel de supprimer de ses contrats ou offres de contrat une ou plusieurs clauses visées par l'alinéa précédent peut faire l'objet d'une mesure de publication dans des conditions fixées par décret. »

Exposé sommaire

Cet amendement vise à sanctionner d'une amende administrative la présence dans les contrats de consommation de clauses « noires », c'est à dire interdites, en application du 3^{ème} alinéa de l'article L. 132-1 du code de la consommation, car regardées de manière irréfragable comme abusives eu égard à la gravité des atteintes qu'elles portent à l'équilibre du contrat.

Ces clauses qui ont un tel objet, ou qui produisent un tel effet, sont limitativement énumérées à l'article R. 132-1 du code de la consommation. Outre, qu'elles ne sont pas opposables aux consommateurs, il apparaît justifié, compte tenu de la limitation des droits contractuels imposée à ces derniers, de sanctionner d'une amende administrative la constatation de la présence de clauses « noires » dans les contrats conclus par des consommateurs, mais également de rendre publique l'injonction adressée aux professionnels en vue de leur suppression par l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation, compte tenu qu'il s'agit, le plus souvent, de contrats d'adhésion concernant un très grand nombre de consommateurs.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE N° 446

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

A l'alinéa 21, substituer aux mots :

« dans les conditions et selon les modalités prévues au »,

les mots :

« en application du ».

Exposé sommaire

Amendement rédactionnel.

**DROITS, PROTECTION ET INFORMATION DES
CONSO MMATEURS
(n° 3508)**

A M E N D E M E N T

présenté par M. Jean-Luc Warsmann

ARTICLE 10

A l'alinéa 26, après le mot :

« contrats »,

insérer les mots :

« aux conditions générales »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à préciser que les contrats identiques visés par l'effet *erga omnes* de la décision du juge à l'égard d'une clause abusive s'entendent des contrats identiques dans leurs conditions générales et non identiques quant à leur forme. A défaut, il suffirait de changer quelques mots à un contrat contenant des clauses abusives censurées par le juge pour échapper à cet effet *erga omnes*.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE N° 447

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

A l'alinéa 27, substituer aux mots :

« au besoin »,

les mots :

« le cas échéant ».

Exposé sommaire

Amendement rédactionnel.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE N° 448

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

A l'alinéa 27, substituer aux mots :

« à des »,

le mot :

« aux ».

Exposé sommaire

Amendement rédactionnel.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)**

AMENDEMENT

CE 72

présenté par
Mme Laure de La Raudière

ARTICLE 10

Supprimer l'alinéa 28

Exposé sommaire

L'alinéa 28 permet à la DGCCRF de saisir l'autorité judiciaire pour faire ordonner les mesures prévues au 8 du I de l'article 6 de la LCEN. Cette mesure présente plusieurs inconvénient.

1° L'article 6 de la LCEN prévoit aujourd'hui que *« l'autorité judiciaire peut prescrire en référé ou sur requête, à toute personne mentionnée au 2 [les hébergeurs] ou, à défaut, à toute personne mentionnée au 1 [les fournisseurs d'accès à internet], toutes mesures propres à prévenir un dommage ou à faire cesser un dommage occasionné par le contenu d'un service de communication au public en ligne »*.

Cette procédure fait certes intervenir le juge. Mais elle ne peut aujourd'hui être activée que par des personnes ayant un intérêt à agir ; donner l'initiative à la DGCCRF reviendrait à multiplier les obligations de blocage imposées aux fournisseurs d'accès à internet.

Or comme l'a souligné le rapport de la mission d'information relative à la neutralité de l'internet et des réseaux, *« le blocage a des effets négatifs directs (restriction de la liberté d'expression et de communication) et indirects (surblocage, développement du chiffrement, etc.) »*, ce qui justifie *« a minima qu'un moratoire soit observé sur le blocage – aucun nouveau cas de filtrage n'étant ajouté aux cas existants »* (proposition n°3).

2° En outre, l'insertion des dispositions dans le code de la consommation accroîtrait encore l'éclatement des bases législatives en matière de blocage, alors même que le rapport précité juge que celui-ci *« est un facteur de confusion »* et préconise d'établir une procédure unique (proposition n°4).

3° Enfin, la rédaction actuelle ne préserve pas explicitement le principe de subsidiarité, établi par la LCEN, consistant à exiger que soit d'abord demandé à l'hébergeur la suppression du contenu causant un dommage et ensuite seulement aux fournisseurs d'accès à internet de filtrer.

PJL renforcer les droits, la protection et l'information des consommateurs**Amendement présenté par**

Corinne Erhel, Annick Le Loch, François Brottes, Jean Gaubert, Geneviève Fioraso, Jean-Louis Gagnaire, Jean Grellier, Jean-Yves Le Déaut, Frédérique Massat, Catherine Coutelle, William Dumas, Pascale Got, Marie Lou Marcel,, Henri Jibrayel, Conchita Lacuey, Jean-Yves Le Bouillonnet, Michel Lefait, Serge Letchimy, Louis-Joseph Manscour, Jacqueline Maquet, Jean-René Marsac, Kléber Mesquida, Germinal Peiro, François Pupponi, Chantal Robin-Rodrigo, Jean-Michel Villaumé et les membres du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Article 10

Supprimer l'alinéa 28

Exposé Sommaire

Cet alinéa permet à une autorité administrative de saisir le juge afin que celui-ci puisse ordonner le blocage d'un site ou d'une page internet, grâce aux dispositions prévues au 8. du I de l'article 6 de la LCEN, soit de «prescrire (...) toutes mesures propres à prévenir un dommage ou à faire cesser un dommage occasionné par le contenu d'un service de communication au public en ligne. »

Cette disposition pose plusieurs problèmes.

Elle permet à l'autorité administrative de se substituer à une personne ayant intérêt à agir. Si cette substitution peut s'entendre en cas de risque d'atteinte ou d'atteinte grave, une telle procédure ne semble justifiée dans le cas présent, les objectifs n'étant pas précisés.

De plus, la procédure prévue par la LCEN décrite plus haut a été conçue pour permettre par exemple à des ayants-droits de saisir le juge pour demander le retrait d'un contenu mis en ligne sans autorisation. Dans de telles situations, la substitution ne paraît donc pas requise.

Le champs d'application de cette procédure n'est de plus pas défini, ce qui suscite des interrogations quant à l'utilisation qui pourra en être faite par l'autorité administrative.

Si cette procédure fait intervenir un juge comme le préconise un récent rapport sur la Neutralité du Net, (proposition n°4: établir dès à présent une procédure unique faisant intervenir le juge), elle semble pourtant ignorer la proposition n°3 du même rapport qui préconise de « s'interroger plus avant sur la justification des mesures de blocage légales, en dépit de leur légitimité apparente, du fait de leur inefficacité et des effets pervers qu'elles sont susceptibles d'engendrer. »

Ainsi, ce n'est pas parce la procédure fait intervenir un juge qu'elle doit être considérée comme a priori légitime. Cette légitimité doit s'apprécier au regard des objectifs poursuivis qui ne sont pas précisés dans le présent texte, dont l'étude d'impact ne précise d'ailleurs pas la portée.

Compte tenu des effets de bord inhérents aux techniques de blocage (surblocage, contournement), ce même rapport préconise donc de réserver ces mesures légales de blocage aux atteintes les plus graves, précisant de plus que le droit général s'applique à internet.

En effet, les dispositifs techniques de blocage et de filtrage sont largement reconnus inefficaces et potentiellement dangereux car attentatoires à la liberté d'expression et de communication sur Internet. Ils sont tout d'abord largement contournables par les éditeurs malveillants, mais également par les internautes, pouvant même les pousser à recourir à des dispositifs d'anonymisation des connexions. Ils sont ensuite potentiellement dangereux car pouvant générer du surblocage : les autorités ayant mis en oeuvre des dispositifs de blocage ont parfois provoqué l'inaccessibilité pendant plusieurs minutes ou heures de sites de renommée mondiale, qui n'avaient aucune raison d'être bloqués.

Plus généralement, les acteurs de l'économie numérique ainsi que de nombreux techniciens et juristes considèrent que le traitement technique des infractions relevées sur Internet est inefficace.

Enfin , une telle disposition introduirait dans le droit français une procédure de blocage supplémentaire, plusieurs textes de lois votés depuis 2007 instituant des procédures comparables. Cet « éparpillement » contribue à la complexification et au manque de lisibilité concernant le droit français en matière de numérique.

PROJET DE LOI RENFORCANT LES DROITS, LA PROTECTION ET L'INFORMATION DES
CONSOMMATEURS
N° 3508

CE 255

AM E N D E M E N T

Présenté par
M Lionel TARDY,

Article 10

Supprimer l'alinéa 28

EXPOSE SOMMAIRE

Cet alinéa donne pouvoir à l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la communication de « demander à l'autorité judiciaire d'ordonner les mesures mentionnées au 8, du 1 de l'article 6 de la loi pour la confiance en l'économie numérique ».

Ce faisant, elle ouvre ainsi la possibilité pour cette Autorité de saisir le juge pour obtenir l'interdiction d'accès à tel ou tel contenus ou services. Ce faisant, après la Loppsi, la loi Hadopi et la loi sur les jeux en ligne, cette loi sur la consommation permettrait le filtrage du net pour sanctionner certains manquements (non précisés dans ce texte) au code de la consommation. Une telle disposition n'est pas acceptable, car prise pour étendre encore la possibilité de bloquer l'accès à certains contenus sur l'internet en donnant un tel pouvoir à une nouvelle autorité administrative (après l'Arjel), et finalement stigmatisant une nouvelle fois l'internet en vue de restreindre son accès.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)**

AMENDEMENT

CE 71

présenté par
Mme Laure de La Raudière

ARTICLE 10

Rédiger ainsi l'alinéa 28 :

« 3° Demander à l'autorité judiciaire, en cas de violation des dispositions du présent code, de prescrire en référé ou sur requête, à toute personne mentionnée au 2 ou, à défaut, à toute personne mentionnée au 1 du I de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance en l'économie numérique, toutes mesures propres à prévenir un dommage ou à faire cesser un dommage occasionné par le contenu d'un service de communication au public en ligne. »

Exposé sommaire

Cet amendement de repli a pour objet :

1° de restreindre faculté offerte à la DGCCRF de demander au juge d'empêcher l'accès à certains contenus sur internet aux seuls cas dans lesquels ces contenus violent des dispositions du code de la consommation ;

2° de préciser que le principe de subsidiarité posé par la loi pour la confiance dans l'économie numérique (demande à l'hébergeur de supprimer le contenu et ensuite seulement au fournisseur d'accès à internet de le filtrer) doit être respecté.

PROJET DE LOI RENFORCANT LES DROITS, LA PROTECTION ET L'INFORMATION DES
CONSO MMATEURS
N° 3508

CE 256

AM E N D E M E N T

Présenté par
M Lionel TARDY,

Article 10

I.– A l'alinéa 28, substituer aux mots : « d'ordonner » les mots :

« de prescrire en référé ou sur requête, à toute personne mentionnée au 2. du 1 de l'article 6 de la loi 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance en l'économie numérique ou, à défaut, à toute personne mentionnée au 1. du 1 du même article ».

II.– En conséquence, substituer aux mots :

« loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance en l'économie numérique », les mots :

« même loi ».

EXPOSE SOMMAIRE

Le présent amendement propose l'application du principe de subsidiarité lorsque l'autorité judiciaire demande aux FAI et aux hébergeurs toutes mesures propres à prévenir un dommage ou à faire cesser un dommage occasionné par le contenu d'un service de communication au public en ligne.

La rédaction proposée, plus précise, reprend d'ailleurs exactement les termes utilisés au 8. du 1 de l'article 6 de la loi pour la confiance en l'économie numérique dite « LCEN » du 21 juin 2004.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE N° 450

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

A la fin de l'alinéa 29, substituer aux mots :

« de ces procédures »,

les mots :

« des procédures mentionnées du 1° au 3° du présent III ».

Exposé sommaire

Amendement de précision.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE N° 451

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

A l'alinéa 31, substituer au mot :

« visées »,

le mot :

« mentionnées ».

Exposé sommaire

Amendement rédactionnel.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE N° 452

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

Après le mot :

« commerce »,

supprimer la fin de l'alinéa 32.

Exposé sommaire

Amendement rédactionnel.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE N° 453

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

A l'alinéa 34, substituer aux mots :

« la personne visée »,

les mots :

« celle-ci ».

Exposé sommaire

Amendement rédactionnel.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE N° 454

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

A l'alinéa 35, après le mot :

« administrative »,

insérer les mots :

« chargé de la concurrence et de la consommation ».

Exposé sommaire

Amendement de précision.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)**

AMENDEMENT

CE N° 455

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

Au début de l'alinéa 36, substituer au mot :

« l'intéressé »,

les mots :

« la personne visée ».

Exposé sommaire

Amendement de précision.

**DROITS, PROTECTION ET INFORMATION DES
CONSOMMATEURS**
(n° 3508)

A M E N D E M E N T

présenté par M. Jean-Luc Warsmann

—
ARTICLE 10

Après l'alinéa 37, insérer l'alinéa suivant :

« Toute amende administrative prononcée en application du présent paragraphe donne lieu, lorsqu'elle ne fait pas l'objet d'un recours de pleine juridiction, à un affichage sur le site internet de l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation. Sont rendus publics à cette occasion, pour une durée ne pouvant excéder un an, l'identité de la personne sanctionnée et les motifs et le montant de l'amende prononcée, ainsi que, le cas échéant, tout élément complémentaire que l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation estime utile à l'information des consommateurs. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'instauration d'un mécanisme d'amende administrative prononcée par la DGCCRF va conduire à écarter les associations de consommateurs des instances engagées contre les professionnels dans le cadre de certaines pratiques préjudiciables aux consommateurs. Il importe de prévoir un minimum de publicité en la matière, dans un but tout à la fois pédagogique pour les professionnels et informatif pour les consommateurs.

Le présent amendement s'y emploie, en posant le principe de la publicité des amendes administratives devenues définitives, pour une durée et un champ limités afin de satisfaire au principe de nécessité des peines. Cette publicité de sanctions administratives ne constituera pas une première ; elle est notamment prévue par le code de commerce pour l'Autorité de la concurrence (article L. 464-2), qui prononce des sanctions pécuniaires bien plus significatives.

En outre, dans une récente décision relative à la constitutionnalité de l'article L. 121-4 du code de la consommation, prévoyant l'automatisme de la publicité des condamnations pour publicité mensongère, le Conseil constitutionnel a souligné que de telles dispositions, dès lors qu'elles n'empêchent pas une individualisation des modalités de mise en œuvre de la publication, ne sont pas contraires à l'individualisation des peines (décision n° 2010-41 QPC du 29 septembre 2010). Le présent amendement tient compte des exigences posées par la jurisprudence constitutionnelle.

PROJET DE LOI RENFORCANT LES DROITS, LA PROTECTION ET L'INFORMATION DES
CONSOMMATEURS
N° 3508

CE 257

AMENDEMENT

Présenté par

M Lionel TARDY,

Article 10

Après l'alinéa 37, insérer l'alinéa suivant :

« Le délai de prescription de l'action administrative à l'égard des manquements aux dispositions mentionnées au présent article est de trois années révolues à compter des manquements lorsque le montant de l'amende administrative encourue est supérieur à 1 500 euros ou une année révolue à compter des manquements lorsque le montant de l'amende administrative encourue est au plus égal à 1500 euros, s'il n'a été fait pendant ce délai aucun acte tendant à leur recherche, à leur constatation ou à leur sanction. »

EXPOSE SOMMAIRE

Il n'existe pas aujourd'hui de règle générale de prescription de l'action de l'administration en matière de sanctions administratives. Habituellement, le Conseil d'Etat tend à s'aligner sur la position de la chambre criminelle de la Cour de cassation lorsqu'il se prononce sur la prescription des actes administratifs visant à sanctionner un manquement.

Toutefois, la coexistence de deux régimes de sanctions dans une même matière peut poser une difficulté. Il en va ainsi désormais en matière de droit de la consommation.

C'est pourquoi il s'avère nécessaire d'assortir ces nouvelles mesures des mêmes garanties qu'en matière pénale. Il est donc ainsi proposé d'instaurer un régime de prescription pour constater et rechercher les manquements sanctionnés par les nouvelles amendes administratives introduites par l'article 10 de la présente loi. Le nouveau régime proposé, proportionnel au montant de l'amende administrative encourue, s'inspire des délais retenus pour le régime de la prescription de l'action publique, selon le niveau délictuel ou contraventionnel des infractions pénales.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE N° 456

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

A la première phrase de l'alinéa 39, substituer au mot :

« développer »,

le mot :

« présenter ».

Exposé sommaire

Amendement de précision.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)**

AMENDEMENT

N° 460

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

Après l'alinéa 39, insérer l'alinéa suivant :

« X. – Lorsque la preuve de l'infraction ou du manquement ne peut être rapportée par un autre moyen, les agents habilités peuvent ne pas décliner leur qualité lorsqu'ils recherchent et constatent une infraction ou un manquement aux obligations mentionnées aux I, II et III, au plus tard jusqu'à la notification à l'intéressé de la constatation du manquement ou de l'infraction. »

Exposé sommaire

Dans le respect du principe de loyauté, les enquêteurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes déclinent systématiquement leur qualité lors de leurs enquêtes.

Certaines enquêtes nécessitent toutefois que l'enquêteur se fasse passer pour un consommateur afin de recueillir la preuve d'une pratique illicite ou d'une infraction qui fait l'objet de son enquête. La jurisprudence considère que cette pratique n'est pas déloyale dès lors que la preuve de l'infraction ou du manquement ne peut être recueillie autrement.

En effet, il en est ainsi de l'infraction du refus de vente ou de prestations de service, qui implique le refus par un professionnel à un consommateur de la vente d'un produit ou de la prestation d'un service sauf motif légitime.

Par ailleurs, le recours plus fréquent à une telle modalité d'enquête peut s'avérer utile pour la constatation des infractions en matière de commerce électronique notamment lorsqu'il est nécessaire de procéder à des simulations de commande pour vérifier le respect de la réglementation.

Afin de sécuriser les procédures, il est proposé de prévoir expressément cette possibilité dans le code de la consommation.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

N°

464

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

Après l'alinéa 39, insérer l'alinéa suivant :

« VI bis. – Compléter le chapitre unique du Titre IV du Livre I^{er} du code de la consommation par un article L. 141-7 ainsi rédigé :

« Art. L. 141-7 - Toute amende administrative prononcée en application du Livre I^{er} du présent code peut faire l'objet d'un recours devant le juge judiciaire. ». »

Exposé sommaire

Le développement des amendes administratives auquel procède le présent article doit être salué dans la mesure où il va dans le sens d'une dépenalisation du droit des affaires souhaitée par tous, consommateurs, professionnels et observateurs. Si l'efficacité d'une amende administrative (par la facilité et la rapidité avec laquelle elle est prononcée) est avérée, il importe que ce bénéfice ne soit pas amoindri par des longueurs judiciaires qui pourraient naître d'éventuels recours juridictionnels.

À cet effet, il importe de conforter le juge judiciaire comme étant le juge *ordinaire*, voire *naturel*, du droit de la consommation, qui oppose en principe le consommateur à un professionnel. Le juge administratif, qui traite essentiellement des litiges entre l'administration et son usager, peut éventuellement avoir à examiner une affaire relevant peu ou prou du droit de la consommation mais il ne le fait que de façon incidente.

Cet attrait de compétence n'est pas nouveau. Ainsi, de même que la Cour d'appel de Paris est directement compétente pour examiner les recours formés contre les décisions de l'Autorité de la concurrence (article L. 464-7 du code de commerce), elle est également compétente pour examiner les recours formés contre les décisions de la Commission de régulation de l'énergie (l'article 8 du décret n° 2000-894 du 11 septembre 2000 *relatif aux procédures applicables devant la Commission de régulation de l'électricité* ayant également

prévu que les recours contre les décisions et mesures conservatoires prises par la CRE « en application de l'article 38 de la loi du 10 février 2000 (...) sont de la compétence de la cour d'appel de Paris »).

Il est essentiel que le juge judiciaire développe ses connaissances et son expertise dans un contentieux particulièrement complexe : donner une partie de ce contentieux au juge administratif, sans naturellement jeter le soupçon sur la compétence de ce dernier, risqué d'en amoindrir l'efficacité, au détriment du consommateur et des professionnels.

C'est la raison pour laquelle le présent amendement vise à préciser que les amendes prononcées par l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation, bien qu'ayant la nature d'« amendes administratives » sont passibles de recours devant le juge de l'ordre judiciaire.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

CE N° 457

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

Au début de l'alinéa 42, substituer au mot :

« visés »,

le mot :

« mentionnés ».

Exposé sommaire

Amendement rédactionnel.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)**

AMENDEMENT

N°

465

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE 10

A l'alinéa 42, après le mot :

« juge »,

insérer le mot :

« judiciaire ».

Exposé sommaire

Amendement de précision.

**DROITS, PROTECTION ET INFORMATION DES
CONSO MMATEURS
(n° 3508)**

A M E N D E M E N T

présenté par M. Jean-Luc Warsmann

ARTICLE 10

A l'alinéa 42, après le mot :

« contrats »,

insérer les mots :

« aux conditions générales »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

**DROITS, PROTECTION ET INFORMATION DES
CONSOMMATEURS**
(n° 3508)

A M E N D E M E N T

présenté par M. Jean-Luc Warsmann

—
ARTICLE 10

Après l'alinéa 42, insérer l'alinéa suivant :

« VIII. *bis* – L'article L. 421-7 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. L. 421-7.* – Les associations mentionnées à l'article L. 421-1 peuvent intervenir à l'instance introduite sur la demande initiale d'un consommateur ou introduire elles mêmes une demande devant les juridictions civiles afin de solliciter notamment l'application des mesures prévues à l'article L. 421-2, lorsque la demande a pour objet la réparation d'un préjudice subi par un ou plusieurs consommateurs à raison de faits non constitutifs d'une infraction pénale.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement entend remédier à une restriction à l'action des associations de consommateurs, préjudiciables à l'effectivité des droits reconnus à ces derniers. Dans un arrêt du 21 février 2006, la première chambre civile de la Cour de Cassation, à travers une interprétation stricte et littérale du verbe « *intervenir* » de l'article L. 421-7, a fermement condamné la pratique, jusque là tolérée par les juges du fond, de l'assignation conjointe d'une association de consommateurs et d'un particulier. Cette restriction du droit d'agir en justice n'emporte pas l'adhésion de nombreux membres de la doctrine qui estiment que ce droit devrait être pleinement reconnu chaque fois que l'intérêt collectif des consommateurs est en cause.

Le présent amendement permet de lever cette difficulté, en reconnaissant explicitement aux associations de consommateurs un droit d'intervenir par elles mêmes devant les juridictions civiles lorsque leur demande a pour objet la réparation d'un préjudice subi par un ou plusieurs consommateurs à raison de faits non constitutifs d'une infraction pénale.

ASSEMBLÉE NATIONALE

RENFORCEMENT DES DROITS, DE LA PROTECTION ET DE L'INFORMATION DES
CONSO MMATEURS
(n° 3508)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

présenté par
Laure de La Raudière

**ARTICLE ADDITIONNEL
APRES L'ARTICLE 10**

Insérer l'article suivant :

« Après l'article L. 121-35 du code de la consommation, il est inséré un article L.121-35-1 ainsi rédigé :

« *Art. L.121-35-1.* – Les manquements aux dispositions prévues à l'article L.121-35 et aux textes pris pour son application sont passibles d'une amende administrative dont le montant ne peut être supérieur à 3 000 € pour une personne physique et 15 000 € pour une personne morale. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à adapter le régime de sanctions applicables en cas de violation de certaines dispositions du code de la consommation relatives aux ventes avec primes. Désormais, en cas de non-respect des règles sur les ventes avec primes, cet amendement prévoit d'appliquer des sanctions administratives en lieu et place de sanctions pénales.

Les pratiques illicites visées par cet amendement ne portent pas une atteinte grave aux intérêts des consommateurs et justifient, pour des raisons d'effectivité de la règle de droit, le recours à une sanction administrative comme une alternative aux poursuites pénales en permettant ainsi à l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation d'exercer pleinement sa mission de régulation de l'activité économique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

RENFORCEMENT DES DROITS, DE LA PROTECTION ET DE L'INFORMATION DES
CONSO MMATEURS
(n° 3508)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

présenté par
Laure de La Raudière

ARTICLE ADDITIONNEL
APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« Après l'article L. 121-85 du code de la consommation, il est inséré un article L. 121-85-1 ainsi rédigé :

« *Art. L.121-85-1.* – Les manquements aux dispositions prévues aux articles L.121-83 à L. 121-84-14 et aux textes pris pour leur application sont passibles d'une amende administrative dont le montant ne peut être supérieur à 3 000 € pour une personne physique et 15 000 € pour une personne morale. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à créer un régime de sanctions applicables en cas de violation de certaines dispositions du code de la consommation relatives aux contrats de services de communications électroniques. Il s'agit ici de créer une sanction administrative pour une infraction dont la constatation n'était jusqu'à présent pas sanctionnée.

Les pratiques illicites visées par cet amendement ne portent pas une atteinte grave aux intérêts des consommateurs et justifient, pour des raisons d'effectivité de la règle de droit, le recours à une sanction administrative comme une alternative aux poursuites pénales en permettant ainsi à l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation d'exercer pleinement sa mission de régulation de l'activité économique.

PROJET DE LOI RENFORCANT LES DROITS, LA PROTECTION ET L'INFORMATION DES
CONSO MMATEURS
N° 3508

CE 254 rect.

AM E N D E M E N T

Présenté par

M Lionel TARDY,

ARTICLE ADDITIONNEL
APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« Après l'article L. 121-85 du code de la consommation, il est inséré un article L. 121-85-1 ainsi rédigé :

« *Art. L.121-85-1.* – Les manquements aux dispositions prévues aux articles L.121-83 à L. 121-84-14 et aux textes pris pour leur application sont passibles d'une amende administrative dont le montant ne peut être supérieur à 3 000 € pour une personne physique et 15 000 € pour une personne morale. »

EXPOSE SOMMAIRE

Cet amendement vise à créer un régime de sanctions applicables en cas de violation de certaines dispositions du code de la consommation relatives aux contrats de services de communications électroniques. Il s'agit ici de créer une sanction administrative pour une infraction dont la constatation n'était jusqu'à présent pas sanctionnée.

Les pratiques illicites visées par cet amendement ne portent pas une atteinte grave aux intérêts des consommateurs et justifient, pour des raisons d'effectivité de la règle de droit, le recours à une sanction administrative comme une alternative aux poursuites pénales en permettant ainsi à l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation d'exercer pleinement sa mission de régulation de l'activité économique.

Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs
(n°3508)

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Erhel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonnet, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

Article additionnel
Après l'article 10

Insérer l'article suivant :

Avant la section I du chapitre II du titre II du Livre Ier du code de la consommation, il est inséré une section ainsi rédigée :

« Section I – Interdiction de vente de biens et services à usage prohibé.

Art. L. 122 - Est puni des peines prévues à l'article L. 213-1 le fait, pour un professionnel, de vendre ou de louer à un consommateur un bien ainsi que de fournir la prestation d'un service dont l'usage est prohibé.

Ces peines sont applicables aux personnes morales en application de l'article L. 121-2 du Code pénal. »

Exposé des motifs

En proposant de développer a concurrence au service des consommateurs, le présent projet de loi vise à protéger les consommateurs dans les relations commerciales. Or, il existe une pratique commerciale qui consiste à vendre des produits dont l'usage est interdit, notamment en matière de véhicules à moteur.

Pour de très nombreux consommateurs, notamment pour les jeunes, cette vente est synonyme de légalité d'usage du produit ou de la prestation. Or, la responsabilité de la vente de ces biens peut être mise en cause, non seulement au regard de cet usage, mais aussi en conséquence des troubles et préjudices que cet usage peut occasionner.

Il apparaît qu'une telle distinction entre droit de vente et droit d'usage doit être supprimée.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(n° 3508)**

CE 202

AMENDEMENT

Mme Frédérique Massat, Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Pascale Got,
Corinne Erhel, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonnet,
Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie et les membres du groupe
socialiste

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

Le dernier alinéa de l'article L122-1 du code de la consommation rédigé comme suit :

« La vente d'un ordinateur et de son logiciel d'exploitation doit être découplée. Un décret définit les modalités d'application du présent article. »

EXPOSE SOMMAIRE

En matière de micro-ordinateurs, on constate que la possibilité d'acquérir des appareils nus, sans système d'exploitation préinstallé, n'est pas offerte par nombre de distributeurs. Sur le fond, l'analyse du mode de commercialisation des micro-ordinateurs montre que ce système comporte de nombreux inconvénients pour les consommateurs. En effet, les consommateurs maîtrisent de mieux en mieux les technologies informatiques et expriment de façon croissante le souhait de pouvoir choisir les caractéristiques essentielles de leur équipement, dont le système d'exploitation.

Après plusieurs décisions favorables au consommateur de la part des juridictions de proximité, la Cour d'appel de Versailles dans un arrêt du 5 mai 2011 (susceptible de pourvoi) vient de rappeler solennellement que la vente liée ordinateurs/logiciels pouvait apparaître comme une pratique déloyale au sens de la Directive sur les pratiques commerciales déloyales et, ce, notamment en raison du fait que des fabricants proposent aux professionnels des ordinateurs sans logiciels préinstallés ou la désactivation de ceux-ci, et qu'ils refusent de faire de même sur son site Grand Public au détriment des consommateurs, ce qui est contraire à la diligence professionnelle.

A l'appui de cet arrêt, cet amendement entend rappeler le gouvernement à ses engagements de 2008 quand il avait promis dans le Plan Numérique 2012 une action si les professionnels ne proposaient pas d'eux- la vente découplée de l'ordinateur et du système d'exploitation.

L'évolution des usages et des connaissances informatiques exigent en effet que le consommateur ait, plus que jamais, la possibilité de choisir réellement ses logiciels. Cet amendement propose ainsi la vente découplée d'un ordinateurs et des logiciels, renvoyant à un décret les modalités concrètes d'application étant entendu que les solutions concrètes sont connues. Rappelons qu'un système similaire a été mis en place pour les navigateurs Internet à la demande de la Commission Européenne. Un tel système garantirait le libre choix des consommateurs tout en encourageant aussi la concurrence sur le marché des logiciels.

CE 181

Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs
(n°3508)

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Erhel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonnet, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

Article additionnel
Après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« Après l'article L. 136-1 du code de la consommation, il est inséré un article L. 132-6 ainsi rédigé :

« Art. L. 136-2 – Aucune modification des caractéristiques essentielles du contrat ne peut être imposée avant un délai de deux ans à compter de la souscription de l'offre par le consommateur.

Après ce délai, la modification n'intervient qu'avec l'accord express du consommateur par écrit. A défaut de cet accord, le contrat se poursuit aux conditions antérieures sauf résiliation par le professionnel. Cette résiliation prend effet six mois après sa réception par le consommateur.

Toute clause contraire est réputée non écrite. » »

Exposé des motifs

Il s'agit de lutter contre les pratiques commerciales qui tendent à se développer et qui consistent notamment à faire des offres commerciales à temps illimité au moment de la signature du contrat, et à modifier ensuite de façon unilatérale ces offres, très souvent moins d'un an après la signature du contrat.

Notamment, le consommateur pourra se voir imposer de nouveaux tarifs plus élevés, des durées d'engagement différentes..., des modifications du service initialement prévu.

Les offres en cause peuvent être à l'origine de l'acceptation du contrat. Leur modification, souvent inattendue pour le consommateur, bafoue la parole donnée. Or, le client a pu fonder son choix au regard de ceux-ci pour écarter une offre concurrente.

De tels comportements doivent être combattus pour faciliter la lecture des conditions de la concurrence entre les services.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
n°3508**

Amendement présenté par Jean Pierre Nicolas, et Bernard Gérard, députés

**et Martine Aurillac, Marc Bernier, Jean Claude Bouchet, Loïc Bouvard, Dino Ciniéri,
Louis Cosyns, Jean Pierre Decool, Yannick Favennec, Philippe Gosselin, Arlette
Grosskost, Jean Claude Guibal, Françoise Hostalier, Laure de La Raudière, Muriel
Marland Militello, Jean Claude Mathis, Christian Ménard, Josette Pons, Daniel
Spagnou, Eric Straumann, Alain Suguenot**

Après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« L'article L. 141-1 du code de la consommation est complété par un VIII ainsi rédigé :

« VIII. - Sur le fondement des informations recueillies au cours des investigations mentionnées au VII, l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation peut saisir le président du tribunal de commerce en vue de la mise en œuvre, le cas échéant, des mesures prévues à l'article L. 611-2 du code de commerce. »

Exposé des motifs

Le présent amendement vise à permettre à la DGCCRF d'alerter le Président du tribunal de commerce afin que ce dernier puisse mettre en œuvre ses pouvoirs de détection des difficultés des entreprises qu'il tient du code de commerce ;

Cet amendement fait appel au président du tribunal de commerce, autorité impartiale à même de favoriser le dialogue entre le professionnel défaillant et l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation. L'équilibre souhaité par cette amendement passe notamment par la plus grande implication des pouvoirs publics dans le système à imaginer entre la liberté d'action des entreprises et la sécurité accrue du consommateur. L'article 2, et le renvoi effectué à l'article L. 611-2 du code de commerce, participent pleinement de cette philosophie.

Par ailleurs, la teneur de cette disposition s'avère évidemment préventive puisque, sur la base des informations recueillies lors des investigations menées, l'autorité administrative n'a nullement l'obligation d'alerter le président du tribunal de commerce mais seulement l'opportunité de le faire (le texte usant une fois encore du terme « peut »).

Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs
(n°3508)

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Erhel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonec, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

Article additionnel
Après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« Dans le code de la consommation, il est inséré un article L. 211-16-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 211-16-1 - Durant le temps de la garantie, le service après vente ne fait l'objet d'aucune demande de versement de frais autres que ceux résultants de la réparation expressément acceptée par le consommateur. » »

EXPOSE DES MOTIFS

Le dépôt d'appareils sous garantie est l'occasion pour certains distributeurs de pratiquer des méthodes très contestables à l'égard de leur clientèle.

Ainsi, une fois l'appareil déposé, les clients peuvent se voir imposer le paiement de frais par courrier adressé à leur domicile pour la récupération de leur appareil.

Tel est le cas pour l'occurrence suivante :

Un appareil valant plus de 1000 euros est déposé durant le temps de la garantie. Le défaut constaté par le constructeur n'entre pas dans la garantie offerte.

Le distributeur adresse un courrier au consommateur indiquant trois choix comme suit :

☐ J'accepte ce devis	Total T.T.C.	46,56
☐ Je refuse ce devis et récupérerai mon appareil Montant des frais d'établissement : 59,25		
☐ Je ne fais pas réparer et abandonne mon appareil pour destruction	Date	Signature
Veuillez cocher votre choix, dater et signer		

Dans cette occurrence, le client n'a guère d'autre choix économique que de faire réparer son appareil aux conditions fixées, puisque la récupération sans réparation lui coûterait plus cher en frais.

Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs
(n°3508)

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Pascale Got, Corinne Erhel, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonec, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Mme Marie-Lou Marcel, M. Daniel Boisserie et les membres du groupe SRC

Article additionnel

Après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« Après l'article L. 211-17 du code de la consommation, il est inséré un article L. 211-17-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 211-17-1.* - Les contrats de vente ou de location-vente de véhicules terrestres à moteur ne peuvent invoquer comme cause exonératoire de garantie par le réseau de concessionnaires qui a vendu le véhicule l'entretien régulier dudit véhicule par un professionnel extérieur à ce réseau.

Toute clause conventionnelle contraire est réputée non écrite. »

EXPOSE DES MOTIFS

Il s'agit de lutter contre les pratiques d'exonération de garantie par les professionnels de l'automobile, et de favoriser la concurrence libre et non faussée.

La législation européenne limite aujourd'hui le poids des réseaux de concessionnaires en matière de vente de véhicules. Il convient d'aller plus loin en limitant fortement le pouvoir des réseaux, à l'égard des clients.

Cette disposition permettrait de renforcer le rôle des garagistes qui ne sont pas inscrits dans un réseau de concessions, et qui voient leurs possibilités de travail très limitées de ce fait. Cette situation restreint en effet la liberté de choix du consommateur, sans que cette restriction ne soit fondée par une exigence de sécurité, puisque le véhicule resterait entretenu par un professionnel.

La limitation de la concurrence dans ce cas n'est justifiée que par une volonté de protection des réseaux de concession automobile, donc des constructeurs. Elle défavorise les automobilistes.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)**

AMENDEMENT

N° 461.

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE ADDITIONNEL

APRES L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant :

L'article L. 215-1 du code de la consommation est complété par une section III ainsi rédigée :

« III. - Les agents mentionnés au I, relevant de la catégorie A et spécialement habilités à cet effet par le garde des Sceaux, ministre de la Justice, sur la proposition de leur ministre de tutelle, peuvent recevoir des juges d'instruction des commissions rogatoires. »

Exposé sommaire

L'article L. 450-1 II 2^{ème} alinéa du code de commerce permet aux juges d'instruction de donner commission rogatoire à des fonctionnaires de catégorie A spécialement habilités pour les enquêtes nécessaires à l'application des dispositions du livre IV du code de commerce. Par extension, ces dispositions s'appliquent aux enquêtes relatives aux livres I et III du code de la consommation.

Dans un souci d'harmonisation des pouvoirs d'enquête des agents habilités à rechercher et constater les infractions au code de la consommation, cette mesure a pour objectif d'étendre cette possibilité aux enquêtes relatives au livre II du code de la consommation.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)**

AMENDEMENT

N°

463

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE ADDITIONNEL

APRES L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant :

L'article L. 215-3 du code de la consommation est ainsi modifié :

Après le 5^{ème} alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour la recherche et la constatation des infractions au présent livre, les agents sont habilités à relever l'identité d'une personne contrôlée. En cas de refus ou d'impossibilité pour la personne de justifier de son identité, l'agent en rend compte immédiatement à tout officier de police judiciaire ou de la gendarmerie nationale territorialement compétent qui se transporte sans délai et peut alors décider de procéder à une vérification d'identité, dans les conditions prévues à l'article 78-3 du code de procédure pénale. »

Exposé sommaire

Lors de contrôles opérés sur des commerçants travaillant hors magasins (ex : sur les marchés), les agents de la concurrence, consommation et répression des fraudes n'ont pas la possibilité de contraindre les personnes à présenter leurs documents d'identité. La possibilité qui leur est offerte d'être assistés par des officiers de police judiciaire se heurte en pratique au refus fréquent des services de police et de gendarmerie de participer à ces opérations en raison de leur surcharge d'activité. Les enquêteurs de la concurrence, consommation et répression des fraudes souhaiteraient donc pouvoir exiger la production de documents d'identité.

Cet amendement vise à octroyer aux agents de la concurrence, consommation et répression des fraudes la possibilité d'effectuer des relevés d'identité, prérogative actuellement accordée aux agents de police judiciaire adjoints par l'article 78-6 du Code de procédure pénale.

Ainsi, en cas de refus ou d'impossibilité pour le contrevenant de justifier de son identité, l'agent avisera un officier de police judiciaire qui se transportera alors sur place et procédera à une vérification d'identité.

Dans un souci de cohérence avec le dispositif actuel et de maintien de ce type d'attribution dans un champ strictement judiciaire, cette extension des pouvoirs des agents de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes est limitée aux domaines du livre II du code de la consommation – conformité et sécurité des produits et des services dans lesquels ceux-ci disposent de certains pouvoirs de nature judiciaire.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)**

AMENDEMENT

N°

466

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE ADDITIONNEL

APRES L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant :

Après le premier alinéa de l'article L. 215-3-1 du code de la consommation, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ces informations et documents peuvent être communiqués à l'Autorité de sûreté nucléaire et à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire pour l'exécution de leurs missions. ».

Exposé sommaire

Les agents des directions en charge de la protection des populations effectuent des contrôles, accompagnés de prélèvements d'échantillons, afin d'assurer une surveillance du niveau de contamination radioactive des denrées alimentaires. Ce plan a été renforcé à la suite de l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima le 11 mars 2011. Ces données recueillies dans le cadre des pouvoirs d'enquête du livre II du code de la consommation sont soumises au secret professionnel. L'article L. 215-3-1 du code de la consommation, dans sa rédaction actuelle, permet uniquement la communication de ces informations aux agents mentionnés à l'article L. 215-1 du même code. Il convient de pouvoir communiquer ces informations et documents aux organismes en charge de la sûreté nucléaire pour l'exécution de leurs missions.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

N° 1

462

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

ARTICLE ADDITIONNEL

APRES L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant :

Aux articles L. 215-1-1 et L. 217-10 du code de la consommation, les mots : « de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes » sont remplacés par les mots « mentionnés à l'article L. 215-1 ».

Exposé sommaire

L'article L. 215-1-1 du code de la consommation définit la compétence territoriale des agents de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes pour exercer les pouvoirs d'enquête qu'ils tiennent du livre II – conformité et sécurité – des produits et des services – du même code. L'article L. 217-10 du code de la consommation prévoit et réprime le fait de faire obstacle à l'exercice des mêmes agents.

Or, outre les agents de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, d'autres corps de contrôle sont habilités aux termes de l'article L. 215-1 du code de la consommation à mettre en œuvre les pouvoirs d'enquête du livre II. Les agents des autres corps de contrôle doivent être soumis au même régime juridique lorsqu'ils agissent dans le cadre du livre II du code de la consommation.

Cette mesure est d'autant plus justifiée dans la nouvelle organisation des services déconcentrés de l'Etat dans le cadre de la RGPP où plusieurs corps de contrôle sont regroupés dans des directions départementales interministérielles.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(1^{ère} lecture)
(n° 3508)

CE 329

AMENDEMENT
Présenté par MM.Louis COSYNS et Jean-Pierre GRAND

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« Après l'article L. 312-3 du code de la consommation, insérer un article ainsi rédigé :

« Le prêteur ne peut exiger en contrepartie de l'acceptation d'un contrat de prêt, l'adhésion de l'emprunteur aux seuls contrats d'assurance proposé par le prêteur ».

EXPOSE SOMMAIRE

Le contrat de prêt s'accompagne de contrats d'assurance visant à protéger le bien et à garantir le remboursement du prêt par l'emprunteur.

Or, certaines banques conditionnent leur offre de prêt à l'obligation pour l'emprunteur de souscrire aux différentes assurances proposées par la banque dans le cadre de ce prêt. Cette pratique va à l'encontre du principe consacré par la loi Lagarde de liberté de l'emprunteur à choisir entre la ou les assurance(s) proposé(es) par la banque et celles proposées par d'autres organismes, qui répondent à un niveau de garantie équivalent.

Cet article vise à renforcer le droit des emprunteurs à choisir leur assurance.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(1^{ère} lecture)
(n° 3508)**

AMENDEMENT

Présenté par Arlette Grosskost et Jean Pierre Nicolas

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« Compléter l'article L. 312-7 du code de la consommation par l'alinéa suivant :

« La fiche d'information standardisée doit préciser la catégorie dont relève le contrat d'assurance groupe proposé par la banque. Les catégories sont définies par décret. »

EXPOSE SOMMAIRE

A ce jour, la notion de « niveau de garantie équivalente », introduite par la loi Lagarde dans le but de consacrer le principe de liberté de choix de l'assurance, permet au banquier prêteur de refuser abusivement tout contrat d'assurance proposé l'emprunteur.

La création de catégories de contrats assurance emprunteur simplifierait la lecture de la fiche d'information standardisée, tout en rendant plus effective la liberté de choix par l'emprunteur. En effet, le banquier ne pourra objecter aucun argument à réception d'un contrat d'assurance tiers de la même catégorie que le contrat groupe qu'il propose.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(n° 3508)**

**AMENDEMENT
Présenté par
Frédérique MASSAT**

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« L'article L. 312-7 du code de la consommation est complété par l'alinéa suivant :

« La fiche d'information standardisée doit préciser la catégorie dont relève le contrat d'assurance groupe proposé par la banque. Les catégories sont définies par décret. »

EXPOSE SOMMAIRE

A ce jour, la notion de « niveau de garantie équivalente », introduite par la loi Lagarde dans le but de consacrer le principe de liberté de choix de l'assurance, permet au banquier prêteur de refuser abusivement tout contrat d'assurance proposé l'emprunteur.

La création de catégories de contrats assurance emprunteur simplifierait la lecture de la fiche d'information standardisée, tout en rendant plus effective la liberté de choix par l'emprunteur. En effet, le banquier ne pourra objecter aucun argument à réception d'un contrat d'assurance tiers de la même catégorie que le contrat groupe qu'il propose.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(1^{ère} lecture)
(n° 3508)

CE 322

AMENDEMENT

Présenté par Louis Cosyns et Jean-Pierre Grand

Assurance emprunteur : création de catégories

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« L'article L. 312-7 du code de la consommation est complété par l'alinéa suivant :

« La fiche d'information standardisée doit préciser la catégorie dont relève le contrat d'assurance groupe proposé par la banque. Les catégories sont définies par décret. »

EXPOSE SOMMAIRE

A ce jour, la notion de « niveau de garantie équivalente », introduite par la loi Lagarde dans le but de consacrer le principe de liberté de choix de l'assurance, permet au banquier prêteur de refuser abusivement tout contrat d'assurance proposé l'emprunteur.

La création de catégories de contrats assurance emprunteur simplifierait la lecture de la fiche d'information standardisée, tout en rendant plus effective la liberté de choix par l'emprunteur. En effet, le banquier ne pourra objecter aucun argument à réception d'un contrat d'assurance tiers de la même catégorie que le contrat groupe qu'il propose.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(1^{ère} lecture)
(n° 3508)

CE 323

AMENDEMENT
Présenté par MM. Louis COSYNS et Jean-Pierre GRAND

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« L'article L. 312-7 du code de la consommation est complété par la phrase suivante :

« Lorsque l'adhésion à un contrat d'assurance est exigée en garantie du prêt, une fiche standardisée d'information doit être remise au plus tard 15 jours avant l'envoi de l'offre par le prêteur. Cette fiche mentionne que l'emprunteur peut souscrire auprès de l'assureur de son choix une assurance dans les conditions fixées à l'article L.312.9 du code de la consommation.»

EXPOSE SOMMAIRE

A ce jour, le banquier prêteur n'a aucune obligation de remettre la fiche standardisée d'information au candidat emprunteur. Les modalités de délivrance de cette fiche ne sont pas précisées. Ce document n'a d'ailleurs aucune valeur contractuelle.

Or, la discussion sur l'assurance emprunteur intervient en phase précontractuelle, alors que l'information légale de liberté de choix ne figure que dans l'offre de prêt (et donc postérieurement à la proposition effective du contrat d'assurance groupe par la banque).

Aussi, pour que le principe de liberté de choix de l'assurance emprunteur consacré par la loi Lagarde soit effectif, il conviendrait de rendre la délivrance de document obligatoire tout en accordant un délai minimum de 15 jours à l'emprunteur pour en prendre connaissance et rechercher le cas échéant une meilleure offre d'assurance.

En mentionnant à l'avance que l'emprunteur peut souscrire à l'assurance de son choix, cette fiche l'engage à s'informer sur les offres d'assurances existantes et à comparer dans un délais de temps suffisant leurs garanties et leurs tarifs.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(n° 3508)**

**AMENDEMENT
Présenté par
Frédérique MASSAT**

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« I.- L'article L. 312-7 du code de la consommation est complété par l'alinéa suivant :

Avant l'émission de l'offre visée à l'article L. 312-8, le prêteur est tenu de préciser, lorsqu'une assurance décès-invalidité est exigée par la banque, que l'emprunteur peut souscrire auprès de l'assureur de son choix une assurance dans les conditions fixées à l'article L. 312-9. Cette précision est apportée au moyen d'un courrier contresigné par l'emprunteur.

II.- Supprimer le 4° bis de l'article L. 312-8. »

EXPOSE SOMMAIRE

Il est extrêmement difficile pour l'emprunteur d'obtenir une preuve du refus de la banque qui répond le plus souvent oralement et non par écrit.

En effet, la discussion sur l'assurance emprunteur intervient en phase précontractuelle alors que l'information légale de liberté de choix ne figure que dans l'offre de prêt (et donc postérieurement à la proposition effective du contrat d'assurance groupe par la banque). Une fois l'offre envoyée par la banque, il est trop tard compte tenu des délais de signature chez le notaire pour prospecter les meilleures offres auprès des différents assureurs.

Aussi, cet amendement a pour objectif d'éviter l'écueil précité en mettant en place une information sur la liberté de choix en amont de l'émission de l'offre de prêt et en même temps que la communication par la banque de l'accord de principe sur l'octroi du prêt.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(1^{ère} lecture)
(n° 3508)**

CE 330

AMENDEMENT

Présenté par Louis Cosyns et Jean-Pierre Grand

Information sur la liberté de choix avant l'émission de l'offre de crédit

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« I.- L'article L. 312-7 du code de la consommation est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Avant l'émission de l'offre visée à l'article L. 312-8, le prêteur est tenu de préciser, lorsqu'une assurance groupe est exigée par la banque, que l'emprunteur peut souscrire auprès de l'assureur de son choix une assurance dans les conditions fixées à l'article L. 312-9. Cette précision est apportée au moyen d'un courrier contresigné par l'emprunteur. »

II.- Supprimer le 4° bis de l'article L. 312-8 ».

EXPOSE SOMMAIRE

Il est extrêmement difficile pour l'emprunteur d'obtenir une preuve du refus de la banque qui répond le plus souvent oralement et non par écrit.

En effet, la discussion sur l'assurance emprunteur intervient en phase précontractuelle alors que l'information légale de liberté de choix ne figure que dans l'offre de prêt (et donc postérieurement à la proposition effective du contrat d'assurance groupe par la banque). Une fois l'offre envoyée par la banque, il est trop tard compte tenu des délais de signature chez le notaire pour prospecter les meilleures offres auprès des différents assureurs.

Aussi, cet amendement a pour objectif d'éviter l'écueil précité en mettant en place une information sur la liberté de choix en amont de l'émission de l'offre de prêt et en même temps que la communication par la banque de l'accord de principe sur l'octroi du prêt.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(1^{ère} lecture)
(n° 3508)**

AMENDEMENT

Présenté par Philippe Armand MARTIN, Jean Pierre NICOLAS et Arlette Grosskost

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« L'avant-dernier alinéa de l'article L. 312-9 du code de la consommation est ainsi complété :

« Le prêteur ne peut exiger aucun frais en contrepartie de l'acceptation d'un contrat autre que le contrat d'assurance groupe qu'il propose. »

EXPOSE SOMMAIRE

A ce jour, certaines banques exigent en contrepartie de l'application de la loi Lagarde en matière d'assurance emprunteur des frais « d'étude de contrat d'assurance déléguée ».

Cet amendement vise à maintenir et intensifier la gratuité de la liberté du choix de l'assurance emprunteur en interdisant à la banque de percevoir des frais en contrepartie de l'acceptation de l'assurance choisie par l'emprunteur.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des
consommateurs
(n° 3508)**

**AMENDEMENT
Présenté par
Frédérique MASSAT**

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« L'avant-dernier alinéa de l'article L. 312-9 du code de la consommation est complété par la phrase suivante :

« Le prêteur ne peut exiger aucun frais en contrepartie de l'acceptation d'un contrat autre que le contrat d'assurance groupe qu'il propose. »

EXPOSE SOMMAIRE

A ce jour, certaines banques exigent en contrepartie de l'application de la loi Lagarde en matière d'assurance emprunteur des frais « d'étude de contrat d'assurance déléguée ».

Cet amendement vise à maintenir et intensifier la gratuité de la liberté du choix de l'assurance emprunteur en interdisant à la banque de percevoir des frais en contrepartie de l'acceptation de l'assurance choisie par l'emprunteur.

PROJET DE LOI RENFORCANT LES DROITS, LA PROTECTION ET L'INFORMATION DES
CONSOMMATEURS
N° 3508

CE 258

A M E N D E M E N T

Présenté par

M Lionel TARDY,

Article additionnel après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« L'avant-dernier alinéa de l'article L. 312-9 du code de la consommation est complétée par la phrase suivante :

« Le prêteur ne peut exiger aucun frais en contrepartie de l'acceptation d'un contrat autre que le contrat d'assurance groupe qu'il propose. »

EXPOSE SOMMAIRE

A ce jour, certaines banques exigent en contrepartie de l'application de la loi Lagarde en matière d'assurance emprunteur des frais « d'étude de contrat d'assurance déléguée ».

Cet amendement vise à maintenir et intensifier la gratuité de la liberté du choix de l'assurance emprunteur en interdisant à la banque de percevoir des frais en contrepartie de l'acceptation de l'assurance choisie par l'emprunteur.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(1^{ère} lecture)
(n° 3508)

CE 324

AMENDEMENT
Présenté par MM. Louis COSYNS et Jean-Pierre GRAND

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« L'avant-dernier alinéa de l'article L. 312-9 du code de la consommation est complété par la phrase suivante :

« Le prêteur ne peut exiger aucun frais en contrepartie de l'acceptation d'un contrat autre que le contrat d'assurance groupe qu'il propose. »

EXPOSE SOMMAIRE

A ce jour, certaines banques exigent en contrepartie de l'application de la loi Lagarde en matière d'assurance emprunteur des frais « d'étude de contrat d'assurance déléguée ».

Cet amendement vise à maintenir et intensifier la gratuité de la liberté du choix de l'assurance emprunteur en interdisant à la banque de percevoir des frais en contrepartie de l'acceptation de l'assurance choisie par l'emprunteur.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(1^{ère} lecture)
(n° 3508)**

AMENDEMENT

Présenté par Philippe Armand Martin, Jean Pierre Nicolas et Arlette Grosskost

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« L'article L. 312-9 du code de la consommation est complété par l'alinéa suivant :

« L'emprunteur a la possibilité de dénoncer le contrat d'assurance groupe ou déléguée à tout moment pendant la durée de remboursement du prêt. Dans cette hypothèse, aucune sanction ne peut être prononcée par la banque dès lors qu'une nouvelle attestation d'assurance comportant un niveau de garantie équivalent lui est produite. »

EXPOSE SOMMAIRE

A ce jour, l'emprunteur ne dispose d'aucun moyen juridique de dénoncer son contrat d'assurance emprunteur pendant la durée de remboursement de son prêt. Ce constat se vérifie tant pour les contrats de prêts souscrits avant l'entrée en vigueur de la loi Lagarde que ceux souscrits postérieurement à cette loi.

Cet amendement a dès lors pour objet de rendre possible la dénonciation de l'assurance emprunteur pendant toute la durée du prêt (au moyen d'un régime de résiliation propre à cette catégorie d'assurance vie).

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des
consommateurs
(n° 3508)**

**AMENDEMENT
Présenté par
Frédérique MASSAT**

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« L'article L. 312-9 du code de la consommation est complété par l'alinéa suivant :

« L'emprunteur a la possibilité de dénoncer le contrat d'assurance groupe ou déléguée à tout moment pendant la durée de remboursement du prêt. Dans cette hypothèse, aucune sanction ne peut être prononcée par la banque dès lors qu'une nouvelle attestation d'assurance comportant un niveau de garantie équivalent lui est produite. »

EXPOSE SOMMAIRE

A ce jour, l'emprunteur ne dispose d'aucun moyen juridique de dénoncer son contrat d'assurance emprunteur pendant la durée de remboursement de son prêt. Ce constat se vérifie tant pour les contrats de prêts souscrits avant l'entrée en vigueur de la loi Lagarde que ceux souscrits postérieurement à cette loi.

Cet amendement a dès lors pour objet de rendre possible la dénonciation de l'assurance emprunteur pendant toute la durée du prêt (au moyen d'un régime de résiliation propre à cette catégorie d'assurance vie).

PROJET DE LOI RENFORCANT LES DROITS, LA PROTECTION ET L'INFORMATION DES
CONSOMMATEURS
N° 3508

CE 261

A M E N D E M E N T

Présenté par

M Lionel TARDY,

Article additionnel après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« I.- La section I du chapitre premier du titre II du livre IV du code de la consommation est intitulée « Action en réparation ».

II.- Le premier alinéa de l'article L. 421-1 est rédigé comme suit :

« Les associations régulièrement déclarées ayant pour objet statutaire explicite la défense des intérêts des consommateurs peuvent, si elles ont été agréées à cette fin, demander réparation de tout fait portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif des consommateurs. »

III.- La section II du chapitre premier du titre II du livre IV du code de la consommation est intitulée « Action en cessation ».

IV.- Les articles L. 421-2 et L. 421-6 sont fusionnés dans l'article L. 421-2 suivant, et intégrés à la section II :

« Art. L. 421-2 : Les associations de consommateurs mentionnées à l'article L. 421-1 et agissant dans les conditions précisées à cet article peuvent demander à la juridiction saisie d'ordonner, le cas échéant sous astreinte, toute mesure destinée à faire cesser des agissements illicites ou à supprimer dans le contrat ou le type de contrat proposé aux consommateurs une clause illicite.

Ces mêmes associations et les organismes justifiant de leur inscription sur la liste publiée au Journal officiel des Communautés européennes en application de l'article 4 de la directive 98/27/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux actions en cessation en matière de protection des consommateurs peuvent demander à la juridiction saisie de faire cesser ou d'interdire tout agissement illicite au regard des dispositions transposant les directives mentionnées à l'article 1er de la directive précitée.

Le juge peut à ce titre ordonner, le cas échéant sous astreinte, la suppression d'une clause illicite ou abusive dans tout contrat ou type de contrat ayant été ou étant proposé ou destiné au consommateur, ou conclu par celui-ci. Cette clause est réputée non écrite dans tous les contrats identiques conclus par le défendeur avec des consommateurs. Le juge peut ordonner au défendeur d'en informer les consommateurs à ses frais par tout moyen approprié. »

V. La section III du Chapitre premier du titre deuxième du Code de la Consommation du Livre IV du Code de la Consommation est intitulée « Dispositions communes ». Sont insérés dans cette section les articles L. 421-3, L. 421-4, L. 421-5, L. 421-8 et L. 421-9 existants. L'article L 421-7 est supprimé. »

EXPOSE SOMMAIRE

Le présent amendement entend remédier à trois restrictions à l'action des associations de consommateurs, préjudiciables à l'effectivité des droits reconnus à ces derniers et clarifier le droit d'action de celles-ci.

La première chambre civile de la Cour de Cassation, dans son arrêt du 21 février 2006, à travers une interprétation stricte et littérale du verbe « intervenir » de l'article L 421-7, a fermement condamné la pratique, jusque là tolérée par les juges du fond, de l'assignation conjointe d'une association de consommateurs et d'un particulier. Cette restriction du droit d'agir en justice n'emporte pas l'adhésion de nombreux membres de la doctrine qui estiment que ce droit devrait être pleinement reconnu chaque fois que l'intérêt collectif des consommateurs est en cause.

Le présent amendement permet en outre de clarifier l'action ouverte aux associations de consommateurs en suppression de clauses abusives. La nouvelle rédaction de L 421-6, transposant une directive communautaire (n°98/27/CE, renvoyant en annexe à une liste d'autres directives), est source de confusions. Le caractère « illicite » des clauses pouvant être sanctionnées par le juge ne semble ainsi pouvoir être apprécié qu'au regard des directives annexées (et non au regard du tissu normatif dans son ensemble). Cette interprétation, extrêmement réductrice et préjudiciable pour le consommateur contrevient aux dispositions de l'article L 421-7 qui donne la possibilité aux associations de demander les « mesures prévues à l'article L 421-2 », qui concernent justement la suppression des clauses « illicites », sans aucune restriction quant aux normes à respecter. Il est donc nécessaire de modifier cet article afin de permettre la sanction de toute clause illicite, quel que soit le texte de référence.

Enfin, le présent amendement permet aux associations de consommateurs, conformément aux objectifs communautaires, de lutter contre les clauses abusives à titre préventif mais aussi curatif.

PROJET DE LOI RENFORCANT LES DROITS, LA PROTECTION ET L'INFORMATION DES
CONSOMMATEURS
N° 3508

CE 262

AMENDEMENT

Présenté par

M Lionel TARDY,

Article additionnel après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« Les représentants des associations de consommateurs appelés à siéger dans des instances nationales sont désignés par le Ministre chargé de la consommation, et, le cas échéant, par les Ministres intéressés, après avis du Conseil national de la consommation. Les dispositions réglementaires relatives à la composition de ces instances sont modifiées à cette fin. »

EXPOSE SOMMAIRE

Bien que n'étant qu'un organe consultatif, le Conseil national de la consommation bénéficie aujourd'hui d'un véritable pouvoir de désignation des représentants des associations de consommateurs dans la plupart des instances nationales. En effet, le Conseil bénéficiant dans de nombreux cas d'un pouvoir de « proposition », le Ministre est lié. Compte tenu du caractère éclectique des associations de consommateurs présentes au sein du CNC, la représentativité des personnes désignées fait ainsi parfois l'objet de controverses au sein même des Ministères. Sans remettre en cause la saisine préalable du CNC mais afin de confirmer son rôle purement consultatif, le présent amendement entend redonner le pouvoir décisionnaire au(x) Ministre(s).

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)**

AMENDEMENT

CE 496

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« Les représentants des consommateurs ou des associations de consommateurs appelés à siéger dans des commissions administratives consultatives autres que le Conseil national de la consommation sont désignés par le ministre chargé de la consommation, et, le cas échéant, par les ministres intéressés, après avis du Conseil national de la consommation. Les dispositions réglementaires relatives à la composition de ces commissions sont modifiées à cette fin. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le Conseil national de la consommation (CNC) regroupe un grand nombre d'associations dont la représentativité et le niveau d'activité sont variables.

En raison du principe attribuant une voix et une seule à chaque association, il arrive que les représentants des associations de consommateurs proposés à des désignations par ce Conseil ne soient pas suffisamment représentatifs.

Il paraît donc nécessaire de donner à l'Etat le pouvoir de choisir les représentants des associations de consommateurs, tout en prévoyant une consultation pour avis du Conseil national de la consommation. Toutefois, ce dispositif doit :

- ne pas être étendu aux désignations dans les conseils d'administration et les autorités administratives indépendantes ;
- en sens inverse, être élargi à la désignation des représentants des consommateurs
- ne pas être applicable à la désignation des représentants des consommateurs au Conseil national de la consommation lui-même.

Tel est l'objet du présent amendement.

Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs
(n°3508)

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Erhel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonnet, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

Article additionnel
Après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« La deuxième phrase du premier alinéa de l'article L 1411-3 du code général des collectivités territoriales est complétée par les mots :

« et fait figurer la marge réalisée par le délégataire sur l'exécution du contrat. » »

EXPOSE SOMMAIRE

Cet amendement reprend une préconisation du rapport de 2001 de la mission d'évaluation et de contrôle sur le prix de l'eau. Il est ainsi proposé de faire figurer la marge réalisée par le délégataire sur l'exécution du contrat dans le rapport annuel du délégataire.

ASSEMBLÉE NATIONALE

*RENFORCER LES DROITS, LA PROTECTION
ET L'INFORMATION DES CONSOMMATEURS (n° 3508)**AMENDEMENT**présenté par**Jean-Pierre GRAND et Lionel TARDY*
-----*ARTICLE ADDITIONNEL**APRES L'ARTICLE 10*

Insérer l'article suivant :

« Après l'article L. 2223-20 du code général des collectivités territoriales, il est inséré deux articles L. 2223-20-1 et L. 2223-20-2 ainsi rédigés :

« Art L. 2223-20-1 - Les contrats obsèques peuvent prendre la forme, d'une part, de contrats prévoyant des prestations d'obsèques à l'avance qui combinent un contrat d'assurance sur la vie et un contrat de prestations funéraires ; d'autre part, de contrats d'assurance sur la vie dont les fonds sont à la souscription/adhésion contractuellement affectés à titre principal au paiement des prestations d'obsèques du souscripteur/adhérent. »

« Art L. 2223-20-2 - Le fait d'utiliser la qualification de « contrats obsèques » pour promouvoir ou proposer des contrats non conformes aux dispositions de l'article L.2223-20-1 est puni d'une amende de 5.000 euros par infraction commise. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La prévoyance funéraire a été créée par les opérateurs funéraires pour répondre au besoin des individus désirant prendre des dispositions relatives à l'organisation de leurs obsèques, de leur vivant.

Le législateur, par la loi 93-23 du 8 janvier 1993 organisant le service extérieur des pompes funèbres, a réglementé le financement des contrats conclus en vue de financer les obsèques.

L'article R.2223-33 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que :

«Les formules de financement en prévision d'obsèques visées au 2° de l'article L. 2223-20 et proposées par les régies, les entreprises, les associations et leurs établissements habilités conformément à l'article L. 2223-23 sont des contrats dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine au sens du 1° de l'article L.310-1 du Code des Assurances.»

Actuellement, le nombre de contrats en portefeuille s'établit à 2,5 millions : 75 % sont des contrats uniquement en capital et 25 % sont des contrats avec prestations d'obsèques. Le nombre de souscriptions des contrats est en progression constante : 414.900 contrats nouveaux ont été souscrits au cours de l'année 2009 et 20 % des décès de l'année 2009 étaient couverts par un contrat d'obsèques contre 7 % en 2004 (Source FFSA).

L'intérêt grandissant des consommateurs pour ce type de contrat a contribué au développement d'une offre très large de produits portant diverses appellations qui sont susceptibles d'entraîner dans l'esprit du consommateur des confusions sur le contenu des offres qu'ils recouvrent en réalité.

Un arrêt récent de la Cour de Cassation (Cass. 1re civ., 17 mars 2010, n°08-20.426, n°288 P + B, Pieters c/ Cts Sacarrere) est venu mettre en avant l'existence de cette confusion préjudiciable à l'appréciation du consommateur. Dans cette affaire, une personne avait souscrit un contrat obsèques en capital uniquement. Au décès de cette personne, le capital a été versé au bénéficiaire désigné mais n'a pas été utilisé par ce dernier pour régler les frais d'obsèques. Les héritiers du défunt, qui ont été obligés de prendre en charge les frais d'obsèques ont alors demandé le remboursement de ces frais au bénéficiaire du contrat. Suite au refus du bénéficiaire, les héritiers ont alors déposé plainte. La Cour de cassation a statué en indiquant que, dès lors que le contrat ne prévoyait pas l'affectation du capital garanti à la couverture des frais funéraires, le bénéficiaire pouvait librement en disposer.

Le 15 juin 2011, l'Autorité de Contrôle Prudentiel a émis une recommandation sur la commercialisation des contrats d'assurance vie liés au financement en prévision d'obsèques. Cette dernière est insuffisante et ne protégera pas la plupart des consommateurs. L'Autorité maintient en effet le statu quo en ne conseillant la transparence que pour la publicité du contrat. Modifier l'appellation du contrat lui-même offre davantage de garanties, avec le même objectif.

Une distinction doit donc être faite entre les contrats conclus pour financer des obsèques et les contrats conclus sans aucune disposition contractuelle prévoyant l'affectation des fonds versés au financement des obsèques du souscripteur/adhérent.

Il est donc proposé de réserver le terme de « Contrat obsèques » aux seuls contrats dont l'objet est le financement d'obsèques.

Cette proposition de qualification des contrats relevant de la prévoyance funéraire, limitant strictement l'usage de l'appellation « contrat obsèques », permettra ainsi aux consommateurs d'avoir une lisibilité évidente sur l'offre qui leur sera alors faite.

ASSEMBLÉE NATIONALE

*RENFORCER LES DROITS, LA PROTECTION
ET L'INFORMATION DES CONSOMMATEURS (n° 3508)*

AMENDEMENT

présenté par

*Jean-Pierre GRAND, Thierry LAZARO, Lionel TARDY, Louis COSYNS et Jean-Marie
MORISSET*

ARTICLE ADDITIONNEL

APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« Après l'article L. 2223-51 du code général des collectivités territoriales, est insérée une sous-section 7 ainsi rédigée :

« Sous-section 7

« Prélèvement sur compte du défunt

« Art. L. 2223-52. – La personne qui pourvoit aux funérailles d'un défunt peut obtenir le débit sur le ou les comptes créditeurs du défunt, des sommes nécessaires au paiement de tout ou partie des frais funéraires encourus, auprès de la ou des banques teneuses du ou desdits comptes, dans la limite d'un montant fixé par arrêté du Ministre de l'Intérieur.

Ce dispositif s'applique sans préjudice pour les créanciers privilégiés et sans que la responsabilité des établissements bancaires ne puisse être mise en cause. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

En vertu d'un usage bancaire ancien et bien établi, les banques autorisent la personne ayant pourvu aux funérailles d'une personne décédée, qu'elle en soit l'héritière ou non, de débiter sur les comptes de dépôt du défunt, ouverts dans leurs livres et bloqués dès le décès, les sommes permettant de régler tout ou partie des frais d'obsèques.

Cette pratique permet d'éviter aux personnes prenant la responsabilité de pourvoir aux funérailles de devoir supporter la charge de l'avance du paiement des frais funéraires durant la période plus ou moins longue séparant le décès du règlement de la succession.

C'est notamment le cas des maires qui doivent, en application de l'article L.2213-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, prendre en charge l'organisation des obsèques des personnes décédées sur le territoire de leur commune lorsque aucune famille ne se manifeste pour organiser les obsèques.

C'est aussi le cas pour les familles modestes contraintes de faire l'avance des frais funéraires, alors que la situation bancaire du défunt permet sans problème le paiement de la facture.

Cette créance de remboursement est certes privilégiée, en application des dispositions de l'article 2331 alinéa 1 2° du Code Civil, mais ce privilège ne permet pas en soi de pallier les difficultés potentielles que peut présenter, pour la personne qui commande les obsèques, le fait de devoir avancer les sommes correspondant à des frais constitutifs d'une dette de la succession du défunt.

La pratique bancaire susvisée de débit des frais sur le compte bancaire du défunt présente ainsi une utilité incontestable voire, dans bien des situations, répond à un besoin impératif, de sorte qu'il apparaît nécessaire de la conforter et de la pérenniser.

Or, cette pratique, qui se fondait indirectement sur une instruction de la Direction de la Comptabilité Publique du 31 mars 1976 visant les comptes de dépôt ouverts par les particuliers auprès du Trésor Public et devenue sans objet depuis le 31 décembre 2001, date à laquelle les comptables du Trésor ont définitivement mis fin à la gestion de comptes de particuliers, est dépourvue de toute base légale, ce qui peut être de nature à conduire les établissements bancaires à y mettre fin.

L'instruction de la Direction de la Comptabilité Publique du 31 mars 1976 avait autorisé un montant maximum de débit qui a ensuite été revalorisé à plusieurs reprises depuis 1976, dont la dernière fois par une instruction de la Direction de la Comptabilité Publique du 9 juin 1992, autorisant un prélèvement de 20.000 Francs (soit 3.050 euros).

Si cette somme avait été revalorisée régulièrement depuis 1992, elle serait actuellement de 4.500 euros.

Seule la voie législative est de nature à permettre de donner un fondement juridique au maintien souhaitable, voire indispensable, de cet usage. En effet, il ne peut être remédié à cet écueil par voie conventionnelle, notamment dans le cadre des stipulations des conventions de compte, dans la mesure où la dette correspondant aux frais funéraires ne naît nécessairement qu'après le décès du titulaire du compte et ne constitue ainsi jamais, en droit, une dette personnelle de ce dernier mais une dette de la succession, de sorte que toute autorisation de prélèvement qu'aurait pu donner par avance le défunt serait en fait dépourvue de validité.

Il est donc proposé d'introduire un nouvel article L.2223-52 au Code Général des Collectivités Territoriales, qui serait inséré dans une nouvelle sous-section 7 nommée « Prélèvement sur compte du défunt ».

PROJET DE LOI RENFORCANT LES DROITS, LA PROTECTION ET L'INFORMATION DES
CONSO MMATEURS
N° 3508

CE 260

A M E N D E M E N T

Présenté par

M Lionel TARDY,

Article additionnel après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« L'article L. 312-1-1 du code monétaire et financier est complété par l'alinéa suivant :

« VI - Le taux d'intérêt facturé pour un découvert non- autorisé suite à un paiement par carte bancaire comprend l'intégralité des frais facturés par la banque et liés, directement ou indirectement, à cette opération. »

EXPOSE SOMMAIRE

Cet amendement tend à supprimer une partie des frais facturés en cas de découvert, et notamment la commission d'intervention.

Actuellement, lorsqu'un paiement par carte bancaire entraîne ou aggrave un découvert non- autorisé, les banques facturent un taux d'intérêt pour ce découvert, souvent proche du taux d'usure. Les banques y ajoutent une multitude de frais, dont le principal est la commission d'intervention, facturée en moyenne 8,5 euros par opération entraînant ou aggravant un découvert. La facturation de la commission d'intervention n'a aucune justification économique, les banques amortissant déjà le coût pour elles des incidents de paiement via les autres opérations facturées au client (par exemple, l'envoi de courriers d'avertissement au client, surfacturé) : au total, c'est près d'1,8 milliards d'euros qui sont versés par les clients en difficulté au titre des commissions d'intervention.

Cet amendement ne fait que confirmer la jurisprudence de la chambre commerciale de la Cour de cassation du 5 février 2008 (n° de pourvoi : 06-20783) selon laquelle le coût total (taux d'intérêt + tous frais facturés) d'un découvert non autorisé suite à une opération par carte bancaire ne peut dépasser le taux d'usure en vigueur.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(1^{ère} lecture)
(n° 3508)

AMENDEMENT

Présenté par Arlette Grosskost et Jean Pierre Nicolas

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« Le taux d'intérêt facturé pour un découvert non-autorisé suite à un paiement par carte bancaire comprend l'intégralité des frais facturés par la banque et liés, directement ou indirectement, à cette opération. »

EXPOSE SOMMAIRE

Cet amendement tend à supprimer une partie des frais facturés en cas de découvert, et notamment la commission d'intervention. Actuellement, lorsqu'un paiement par carte bancaire entraîne ou aggrave un découvert non-autorisé, les banques facturent un taux d'intérêt pour ce découvert, souvent proche du taux d'usure. Les banques y ajoutent une multitude de frais, dont le principal est la commission d'intervention, facturée en moyenne 8,5 euros par opération entraînant ou aggravant un découvert. Une étude récente montre que la facturation de la commission d'intervention n'a aucune justification économique, les banques amortissant déjà le coût pour elles des incidents de paiement via les autres opérations facturées au client (par exemple, l'envoi de courriers d'avertissement au client, surfacturé) : au total, c'est près d'1,8 milliards d'euros qui sont versés par les clients en difficulté au titre des commissions d'intervention.

Cet amendement ne fait que confirmer la jurisprudence de la chambre commerciale de la Cour de cassation du 5 février 2008 (n° de pourvoi : 06-20783) selon laquelle le coût total (taux d'intérêt + tous frais facturés) d'un découvert non autorisé suite à une opération par carte bancaire ne peut dépasser le taux d'usure en vigueur.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(n° 3508)**

CE 206

AMENDEMENT

présenté par Mme Frédérique Massat, Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes,
Mme Pascale Got, Corinne Erhel, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves
Le Bouillonnet, Germain Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie et les
membres du groupe socialiste

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« Le taux d'intérêt facturé pour un découvert non-autorisé relatif à un paiement par carte bancaire comprend l'intégralité des frais facturés par la banque et liés, directement ou indirectement, à cette opération. »

EXPOSE SOMMAIRE

Cet amendement tend à supprimer une partie des frais facturés en cas de découvert, et notamment la commission d'intervention. Actuellement, lorsqu'un paiement par carte bancaire entraîne ou aggrave un découvert non-autorisé, les banques facturent un taux d'intérêt pour ce découvert, souvent proche du taux d'usure. Les banques y ajoutent une multitude de frais, dont le principal est la commission d'intervention, facturée en moyenne 8,5 euros par opération entraînant ou aggravant un découvert. Il semble apparaître que la facturation de la commission d'intervention n'a aucune justification économique, les banques amortissant déjà le coût pour elles des incidents de paiement via les autres opérations facturées au client (par exemple, l'envoi de courriers d'avertissement au client, surfacturé) : au total, c'est près d'1,8 milliards d'euros qui sont versés par les clients en difficulté au titre des commissions d'intervention.

Cet amendement propose de confirmer par la voie législative la jurisprudence de la chambre commerciale de la Cour de cassation du 5 février 2008 (n° de pourvoi : 06-20783) selon laquelle le coût total (taux d'intérêt + tous frais facturés) d'un découvert non autorisé suite à une opération par carte bancaire ne peut dépasser le taux d'usure en vigueur.

PROJET DE LOI RENFORCANT LES DROITS, LA PROTECTION ET L'INFORMATION DES
CONSOMMATEURS
N° 3508

CE 259

A M E N D E M E N T

Présenté par

M Lionel TARDY,

Article additionnel après l'article 10

Insérer l'article suivant :

Compléter le deuxième alinéa de l'article L. 314-7 du code monétaire et financier par l'alinéa suivant :

« La banque doit informer son client des sommes prélevées sur son compte au titre des frais bancaires au moins 15 jours ouvrés avant la date de prélèvement desdits frais. »

EXPOSE SOMMAIRE

Le banquier est aujourd'hui le seul commerçant qui n'envoie jamais de facture à son client avant de lui prélever une somme directement sur son compte. La somme retirée est simplement indiquée a posteriori sur le relevé de compte du client, parmi l'ensemble des sommes débitées et créditées sur ledit compte.

L'absence d'information préalable fait que les clients ne distinguent pas clairement les frais bancaires qui leur sont facturés. Les conséquences de cette exception sont multiples :

- Risques de dérives : les clients ne sont pas informés du passage d'un prélèvement de frais par la banque. Par conséquent, un prélèvement de frais bancaire non signalé peut entraîner un découvert, découvert qui aurait pu être empêché si le client avait été informé. Le système peut rapidement se transformer en une spirale de frais, car le premier découvert entraînera une seconde perception de frais non signalés par la banque, etc.

- Contestation difficile d'une erreur de la banque : avec le système actuel, un consommateur ne peut contester un frais abusivement perçu par la banque qu'a posteriori, et encore, s'il arrive à repérer cette erreur. C'est donc aujourd'hui au client de prouver l'erreur de la banque s'il souhaite récupérer les sommes indûment perçues, ce qui entraîne un coût en terme de temps et de procédure pour le client. De même, la banque mettra souvent plus d'un mois à lui recrediter les sommes en question. Mettre en place une information préalable du consommateur permettra à celui-ci de bloquer un prélèvement indu avant tout passage de celui-ci : la procédure sera donc

beaucoup plus simple et le coût pour le consommateur (en temps, démarches et en coût réel), bien plus faible.

- Faible éducation financière et concurrence : l'absence d'information préalable rend la perception des frais bancaires « invisible » (à défaut d'indolore) pour le consommateur. Par conséquent celui-ci ne connaît que très mal le mécanisme de perception de sa banque, mais aussi et surtout les tarifs pratiqués par sa banque et le prix de chacun des services rendus par celle-ci. L'instauration de l'information préalable permettra de favoriser l'éducation financière des consommateurs et, par une meilleure connaissance des tarifs, la concurrence entre les établissements.

La mise en place de cette information préalable pourrait se faire à moindre coût, en transformant le récapitulatif mensuel actuellement en cours en document d'information préalable.

Ainsi, alors qu'aujourd'hui ce document indique (par exemple) :

« Pour le mois de juin, nous vous avons prélevé 25€ de frais bancaires »

Le document d'information préalable indiquerait :

« Pour le mois de juin 2011, nous avons effectué pour vous des opérations s'élevant à 25€. Ces opérations seront prélevées sur votre compte en date du : 15 juillet 2011 »

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(1^{ère} lecture)
(n° 3508)

CE 328

AMENDEMENT

Présenté par MM. Louis Cosyns et Jean-Pierre Grand

Information préalable avant le prélèvement des frais bancaires

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« Après le deuxième alinéa de l'article L. 314-7 du code monétaire et financier, ajouter l'alinéa suivant :

« La banque doit informer son client des sommes prélevées sur son compte au titre des frais bancaires au moins 15 jours ouvrés avant la date de prélèvement desdits frais. »

EXPOSE SOMMAIRE

Le banquier est aujourd'hui le seul commerçant qui n'envoie jamais de facture à son client avant de lui prélever une somme directement sur son compte. La somme retirée est simplement indiquée a posteriori sur le relevé de compte du client, parmi l'ensemble des sommes débitées et créditées sur ledit compte.

L'absence d'information préalable fait que les clients ne distinguent pas clairement les frais bancaires qui leur sont facturés. Les conséquences de cette exception sont multiples :

- Risques de dérives : les clients ne sont pas informés du passage d'un prélèvement de frais par la banque. Par conséquent, un prélèvement de frais bancaire non signalé peut entraîner un découvert, découvert qui aurait pu être empêché si le client avait été informé. Le système peut rapidement se transformer en une spirale de frais, car le premier découvert entraînera une seconde perception de frais non signalés par la banque, etc.
- Contestation difficile d'une erreur de la banque : avec le système actuel, un consommateur ne peut contester un frais abusivement perçu par la banque qu'a posteriori, et encore, s'il arrive à repérer cette erreur. C'est donc aujourd'hui au client de prouver l'erreur de la banque s'il souhaite récupérer les sommes indûment perçues, ce qui entraîne un coût en terme de temps et de procédure pour le client. De même, la banque mettra souvent plus d'un mois à lui recrediter les sommes en question. Mettre en place une information préalable du consommateur permettra à celui-ci de bloquer un prélèvement indû avant tout passage de celui-ci : la procédure sera donc beaucoup plus simple et le coût pour le consommateur (en temps, démarches et en coût réel), bien plus faible.
- Faible éducation financière et concurrence : l'absence d'information préalable rend la perception des frais bancaires « invisible » (à défaut d'indolore) pour le consommateur.

Par conséquent celui-ci ne connaît que très mal le mécanisme de perception de sa banque, mais aussi et surtout les tarifs pratiqués par sa banque et le prix de chacun des services rendus par celle-ci. L'instauration de l'information préalable permettra de favoriser l'éducation financière des consommateurs et, par une meilleure connaissance des tarifs, la concurrence entre les établissements.

La mise en place de cette information préalable pourrait se faire à moindre coût, en transformant le récapitulatif mensuel actuellement en cours en document d'information préalable.

Ainsi, alors qu'aujourd'hui ce document indique (par exemple) :

- « Pour le mois de juin, nous vous avons prélevé 25€ de frais bancaires »

Le document d'information préalable indiquerait :

- « Pour le mois de juin 2011, nous avons effectué pour vous des opérations s'élevant à 25€. Ces opérations seront prélevées sur votre compte en date du : 15 juillet 2011 »

ASSEMBLÉE NATIONALE

Juillet 2011

PROJET DE LOI N° 3508
RENFORÇANT LES DROITS, LA PROTECTION ET L'INFORMATION DES CONSOMMATEURS
1^{ère} lecture**AMENDEMENT**

Présenté par M. Thierry BENOIT

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« La banque doit informer son client des sommes prélevées sur son compte au titre des frais bancaires au moins 15 jours ouvrés avant la date de prélèvement desdits frais. »

EXPOSE SOMMAIRE

Le banquier est aujourd'hui le seul commerçant qui n'envoie jamais de facture à son client avant de lui prélever une somme directement sur son compte. La somme retirée est simplement indiquée a posteriori sur le relevé de compte du client, parmi l'ensemble des sommes débitées et créditées sur ledit compte.

L'absence d'information préalable fait que les clients ne distinguent pas clairement les frais bancaires qui leur sont facturés. Les conséquences de cette exception sont multiples :

- Risques de dérives : les clients ne sont pas informés du passage d'un prélèvement de frais par la banque. Par conséquent, un prélèvement de frais bancaire non signalé peut entraîner un découvert, découvert qui aurait pu être empêché si le client avait été informé. Le système peut rapidement se transformer en une spirale de frais, car le premier découvert entraînera une seconde perception de frais non signalés par la banque, etc.
- Contestation difficile d'une erreur de la banque : avec le système actuel, un consommateur ne peut contester un frais abusivement perçu par la banque qu'a posteriori, et encore, s'il arrive à repérer cette erreur. C'est donc aujourd'hui au client de prouver l'erreur de la banque s'il souhaite récupérer les sommes indûment perçues, ce qui entraîne un coût en terme de temps et de procédure pour le client. De même, la banque mettra souvent plus d'un mois à lui recrediter les sommes en question. Mettre en place une information préalable du consommateur permettra à celui-ci de bloquer un prélèvement indû avant tout passage de celui-ci : la procédure sera donc beaucoup plus simple et le coût pour le consommateur (en temps, démarches et en coût réel), bien plus faible.
- Faible éducation financière et concurrence : l'absence d'information préalable rend la perception des frais bancaires « invisible » (à défaut d'indolore) pour le consommateur.

Par conséquent celui-ci ne connaît que très mal le mécanisme de perception de sa banque, mais aussi et surtout les tarifs pratiqués par sa banque et le prix de chacun des services rendus par celle-ci. L'instauration de l'information préalable permettra de favoriser l'éducation financière des consommateurs et, par une meilleure connaissance des tarifs, la concurrence entre les établissements.

La mise en place de cette information préalable pourrait se faire à moindre coût, en transformant le récapitulatif mensuel actuellement en cours en document d'information préalable.

Ainsi, alors qu'aujourd'hui ce document indique (par exemple) :

- « Pour le mois de juin, nous vous avons prélevé 25€ de frais bancaires »

Le document d'information préalable indiquerait :

- « Pour le mois de juin 2011, nous avons effectué pour vous des opérations s'élevant à 25€. Ces opérations seront prélevées sur votre compte en date du : 15 juillet 2011 »

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
(1^{ère} lecture)
(n° 3508)

AMENDEMENT

Présenté par Arlette Grosskost et Jean Pierre NICOLAS

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« La banque doit informer son client des sommes prélevées sur son compte au titre des frais bancaires au moins 15 jours ouvrés avant la date de prélèvement des dit frais. »

EXPOSE SOMMAIRE

Le banquier est aujourd'hui le seul commerçant qui n'envoie jamais de facture à son client avant de lui prélever une somme directement sur son compte. La somme retirée est simplement indiquée a posteriori sur le relevé de compte du client, parmi l'ensemble des sommes débitées et créditées sur ledit compte.

L'absence d'information préalable fait que les clients ne distinguent pas clairement les frais bancaires qui leur sont facturées. Les conséquences de cette exception sont multiples :

- Risques de dérives : les clients ne sont pas informés du passage d'un prélèvement de frais par la banque. Par conséquent, un prélèvement de frais bancaire non signalé peut entraîner un découvert, découvert qui aurait pu être empêché si le client avait été informé. Le système peut rapidement se transformer en une spirale de frais, car le premier découvert entraînera une seconde perception de frais non signalés par la banque, etc.
- Contestation difficile d'une erreur de la banque : avec le système actuel, un consommateur ne peut contester un frais abusivement perçu par la banque qu'a posteriori, et encore, s'il arrive à repérer cette erreur. C'est donc aujourd'hui au client de prouver l'erreur de la banque s'il souhaite récupérer les sommes indûment perçues, ce qui entraîne un coût en terme de temps et de procédure pour le client. De même, la banque mettra souvent plus d'un mois à lui recrediter les sommes en question. Mettre en place une information préalable du consommateur permettra à celui-ci de bloquer un prélèvement indû avant tout passage de celui-ci : la procédure sera donc beaucoup plus simple et le coût pour le consommateur (en temps, démarches et en coût réel), bien plus faible.
- Faible éducation financière et concurrence : l'absence d'information préalable rend la perception des frais bancaires « invisible » (à défaut d'indolore) pour le consommateur. Par conséquent celui-ci ne connaît que très mal le mécanisme de perception de sa banque,

mais aussi et surtout les tarifs pratiqués par sa banque et le prix de chacun des services rendus par celle-ci. L'instauration de l'information préalable permettra de favoriser l'éducation financière des consommateurs et, par une meilleure connaissance des tarifs, la concurrence entre les établissements.

La mise en place de cette information préalable pourrait se faire à moindre coût, en transformant le récapitulatif mensuel actuellement en cours en document d'information préalable.

Ainsi, alors qu'aujourd'hui ce document indique (par exemple) :

- « Pour le mois de juin, nous vous avons prélevé 25€ de frais bancaires »

Le document d'information préalable indiquerait :

- « Pour le mois de juin 2011, nous avons effectué pour vous des opérations s'élevant à 25€. Ces opérations seront prélevées sur votre compte en date du : 15 juillet 2011 »

PROJET DE LOI RENFORCANT LES DROITS, LA PROTECTION ET L'INFORMATION DES
CONSO MMATEURS
N° 3508

CE 263

A M E N D E M E N T

Présenté par

M Lionel TARDY,

Article additionnel après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« I. Au cinquième alinéa de l'article L. 612-29-1 du code monétaire et financier, après les mots « Le ministre chargé de l'économie », ajouter les mots « , les associations de consommateurs agréées et les associations de professionnels ».

II. Remplacer « peut » par « peuvent »

EXPOSE SOMMAIRE

Cet amendement vise à élargir la saisine de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) aux associations de consommateurs agréées et aux associations de professionnels, également utilisateurs de services bancaires. La loi de régulation bancaire et financière du 22 octobre 2010 a confié à l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) la mission de contrôler les engagements des banques sur saisine du Ministre de l'Economie. Cette nouvelle mission de contrôle et de sanctions éventuelles est indispensable pour s'assurer de la bonne application des engagements des banques, qui auparavant ne faisaient l'objet d'aucun état des lieux. Il est probable qu'elle incitera les banques à mieux respecter leurs promesses vis-à-vis de leurs clients, dans un secteur où les engagements sont souvent respectés sur le papier, mais rarement dans les pratiques.

Cependant, le mode de saisine est aujourd'hui trop restreint pour permettre à ce contrôle de jouer pleinement son rôle incitatif : seul le Ministre de l'Economie peut saisir l'ACP, ce qui suppose au préalable soit une large enquête des services du Ministère, services qui manquent parfois de proximité avec la réalité du terrain, soit que ces mêmes services reprennent les conclusions des constats des associations de consommateurs ou des associations professionnelles. Ce mode de saisine unique alourdit considérablement le processus de contrôle et lui fait perdre la rapidité et la souplesse nécessaires à son efficacité.

Il est donc indispensable que cette saisine soit ouverte aux associations de consommateurs agréées ainsi qu'aux associations professionnelles. Les associations de consommateurs bénéficient de

réseaux d'associations locales à l'écoute des clients et sont donc mieux à même de repérer rapidement les engagements non tenus des banques ; leur agrément est un gage de compétence et la garantie que l'usage de la saisine ne sera pas détourné. Les associations professionnelles doivent également bénéficier de cette saisine, notamment parce que les engagements des banques concernent également leurs activités tournées vers la clientèle professionnelle.

ASSEMBLÉE NATIONALE
2011

RENFORCANT LES DROITS ET LA PROTECTION ET L'INFORMATIONS DES
CONSOUMMATEURS
(n° 3508)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N°

présenté par
Jean Dionis du Séjour

ARTICLE additionnel après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« Au cinquième alinéa de l'article L. 612-29-1 du code *monétaire et financier*, après les mots « le ministre de l'économie » ajouter les mots « ou les associations de consommateurs agréées » et remplacer « peut » par « peuvent ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à élargir la saisine de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) aux associations de consommateurs agréées. La loi de régulation bancaire et financière du 22 octobre 2010 a confié à l'ACP la mission de contrôler les engagements des banques sur saisine du ministre de l'Economie.

Cette nouvelle mission de contrôle et de sanctions éventuelles est indispensable pour s'assurer de la bonne application des engagements des banques, qui auparavant ne faisaient l'objet d'aucun état des lieux. Il est probable qu'elle incitera les banques à mieux respecter leurs promesses vis-à-vis de leurs clients, dans un secteur où les engagements sont souvent respectés sur le papier, mais rarement dans les pratiques.

Cependant le mode de saisine est aujourd'hui trop restreint pour permettre à ce contrôle de jouer pleinement son rôle incitatif : seule le Ministre de l'Economie peut saisir l'ACP, ce qui suppose au préalable soit une large enquête des services du Ministère de l'Economie, services qui manquent parfois de proximité avec la réalité du terrain, soit que ces mêmes services reprennent les conclusions des constats des Associations de Consommateurs. Ce mode de saisine unique alourdit considérablement le processus de contrôle et lui fait perdre la rapidité et la souplesse nécessaire à son efficacité.

Il est donc indispensable que les Associations de Consommateur agréées, qui bénéficient de réseaux d'associations locales à l'écoute des clients et sont donc mieux à même de repérer rapidement les engagements non tenus des banques puissent également saisir directement

l'ACP pour la vérification des engagements des banques. La procédure de vérification n'en sera que plus rapide et efficace.

AMENDEMENT

CE 50 rect

présenté par

Mme et MM. Françoise Hostalier, François-Michel Gonnot, Alain Suguenot,
Fernand Siré et Lionel Tardy

ARTICLE ADDITIONNEL APRÈS L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« L'article L. 513-6 du code de la propriété intellectuelle est complété par un alinéa ainsi rédigé :

~~X~~d) des actes de reproduction, de commercialisation et d'exploitation des pièces utilisées dans le but de permettre la réparation d'un produit complexe en vue de lui rendre son apparence initiale et cela quel que soit l'objet du modèle déposé. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les pièces de rechange qui servent à rendre leur apparence initiale aux produits complexes tels que les véhicules automobiles, sont actuellement protégées au titre des dessins et modèles.

Une telle protection, qui n'existe pas dans tous les États membres de l'Union européenne et dans aucun pays limitrophe de la France ou qui n'y est pas appliquée empêche les consommateurs se trouvant en France d'avoir le choix en ce qui concerne l'origine des pièces de rechange utilisées pour la réparation. Il en résulte des prix des pièces de rechange substantiellement plus élevés en France que dans les autres États membres, et notamment ceux frontaliers et des augmentations de prix que l'absence de concurrence ne permet pas de juguler. Le pouvoir d'achat des consommateurs français est donc fortement grevé par cette situation de monopole.

En outre, les consommateurs paient, pour le même dessin, une première fois lors de l'achat du produit complexe tel que le véhicule automobile et une seconde fois au moment de sa réparation.

Dans le but d'accroître le pouvoir d'achat des consommateurs par le biais de la concurrence sur le marché des pièces de rechange visibles en leur permettant d'avoir accès à un choix de pièces et de bénéficier de prix moins élevés, la nouvelle disposition déjà en vigueur dans tous les grands marchés automobiles européens prévoit d'exclure la protection

des pièces détachées au titre des dessins et modèles sur le marché secondaire des pièces de rechange.

Aucune atteinte n'est portée à la protection de l'ensemble complexe, objet pour lequel la protection initiale est recherchée et la protection au titre des dessins et modèles est maintenue pour la conception de la nouvelle pièce destinée au marché primaire c'est à dire celui qui permet la fabrication d'ensembles complexes neufs.

CE

ASSEMBLÉE NATIONALE

PROJET DE LOI N° 3508

RENFORÇANT LES DROITS, LA PROTECTION ET L'INFORMATION DES CONSOMMATEURS

1ère lecture

AMENDEMENT

Présenté par
Charles de Courson et Jean Dionis du Séjour

ARTICLE ADDITIONNEL APRÈS L'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« 1° L'article L. 513-6 du code de la propriété intellectuelle est complété par un alinéa rédigé comme suit :

d) des actes de reproduction, de commercialisation et d'exploitation des pièces utilisées dans le but de permettre la réparation d'un produit complexe en vue de lui rendre son apparence initiale et cela quel que soit l'objet du modèle déposé. »

Exposé des motifs :

Les pièces de rechange qui servent à rendre leur apparence initiale aux produits complexes tels que les véhicules automobiles, sont actuellement protégées au titre des dessins et modèles.

Une telle protection, qui n'existe pas dans tous les Etats membres de l'Union européenne et dans aucun pays limitrophe de la France ou qui n'y est pas appliquée empêche les consommateurs se trouvant en France d'avoir le choix en ce qui concerne l'origine des pièces de rechange utilisées pour la réparation, ce qui constitue une véritable anomalie. Il en résulte des prix des pièces de rechange substantiellement plus élevés en France que dans les autres Etats membres, et notamment ceux frontaliers et des augmentations de prix bien supérieures à l'inflation, que l'absence de concurrence ne permet pas de juguler. Le pouvoir d'achat des consommateurs français est donc fortement grevé par cette situation de monopole.

En outre, les consommateurs paient, pour le même dessin, une première fois lors de l'achat du produit complexe tel que le véhicule automobile et une seconde fois au moment de sa réparation.

Dans le but d'accroître le pouvoir d'achat des consommateurs par le biais de la concurrence sur le marché des pièces de rechange visibles en leur permettant d'avoir accès à un choix de pièces et de bénéficier de prix moins élevés, la nouvelle disposition déjà en vigueur dans tous les grands marchés

automobiles européens prévoit d'exclure la protection des pièces détachées au titre des dessins et modèles sur le marché secondaire des pièces de rechange.

Aucune atteinte n'est portée à la protection de l'ensemble complexe, objet pour lequel la protection initiale est recherchée et la protection au titre des dessins et modèles est maintenue pour la conception de la nouvelle pièce destinée au marché primaire c'est à dire celui qui permet la fabrication d'ensembles complexes neufs.

En outre, cette suppression du monopole constituerait un indispensable ballon d'oxygène pour les équipementiers et sous-traitants fabricants de ces pièces, qui échapperait ainsi à l'emprise d'un seul et unique client.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs
n°3508**

Amendement présenté par Arlette Grosskost et Jean Pierre Nicolas députés

Après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« L'article L. 513-6 du code de la propriété intellectuelle est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"d) des actes de reproduction, de commercialisation et d'exploitation des pièces utilisées dans le but de permettre la réparation d'un produit complexe en vue de lui rendre son apparence initiale et cela quel que soit l'objet du modèle déposé. »

Exposé des motifs :

Les pièces de rechange qui servent à rendre leur apparence initiale aux produits complexes tels que les véhicules automobiles, sont actuellement protégées au titre des dessins et modèles.

Une telle protection, qui n'existe pas dans tous les États membres de l'Union européenne et dans aucun pays limitrophe de la France ou qui n'y est pas appliquée empêche les consommateurs se trouvant en France d'avoir le choix en ce qui concerne l'origine des pièces de rechange utilisées pour la réparation. Il en résulte des prix des pièces de rechange substantiellement plus élevés en France que dans les autres États membres, et notamment ceux frontaliers et des augmentations de prix que l'absence de concurrence ne permet pas de juguler. Le pouvoir d'achat des consommateurs français est donc fortement grevé par cette situation de monopole.

En outre, les consommateurs paient, pour le même dessin, une première fois lors de l'achat du produit complexe tel que le véhicule automobile et une seconde fois au moment de sa réparation.

Dans le but d'accroître le pouvoir d'achat des consommateurs par le biais de la concurrence sur le marché des pièces de rechange visibles en leur permettant d'avoir accès à un choix de pièces et de bénéficier de prix moins élevés, la nouvelle disposition déjà en vigueur dans tous les grands marchés automobiles européens prévoit d'exclure la protection des pièces détachées au titre des dessins et modèles sur le marché secondaire des pièces de rechange.

Aucune atteinte n'est portée à la protection de l'ensemble complexe, objet pour lequel la protection initiale est recherchée et la protection au titre des dessins et modèles est maintenue pour la conception de la nouvelle pièce destinée au marché primaire c'est à dire celui qui permet la fabrication d'ensembles complexes neufs.

ASSEMBLÉE NATIONALE
2011

RENFORCANT LES DROITS ET LA PROTECTION ET L'INFORMATIONS DES
CONSO MMATEURS
(n° 3508)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

présenté par
Jean Dionis du Séjour

**ARTICLE ADDITIONNEL
APRES L'ARTICLE 10**

Insérer l'article suivant :

~~L'~~ L'article L. 513-6 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

d) des actes de reproduction, de commercialisation et d'exploitation des pièces utilisées dans le but de permettre la réparation d'un produit complexe en vue de lui rendre son apparence initiale, et cela quel que soit l'objet du modèle déposé. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à exclure la protection des pièces détachées automobiles au titre des dessins et modèles sur le marché secondaire des pièces de rechange, afin de laisser le consommateur libre d'accéder à des pièces alternatives et moins coûteuses s'il le souhaite. Cette disposition existe déjà pour toutes les autres pièces (frein, suspension, etc.) sans que cela pose de problème au consommateur, notamment en termes de sécurité.

Le marché français des pièces détachées de carrosserie est structuré autour de monopoles de marques. Chaque constructeur décide quel produit sera vendu et dans quelles conditions, ce qui signifie que les constructeurs maîtrisent la production (même lorsqu'elle est déléguée) comme la vente. Par exemple, Renault décide qui peut produire une aile de Twingo, mais aussi qui peut la vendre et dans quelles conditions (prix, rabais autorisés, etc.). Par conséquent, non seulement les consommateurs n'ont pas l'opportunité de bénéficier de vrais prix de marché (déterminés dans un environnement concurrentiel), mais ils se voient aussi dans l'impossibilité de choisir le type de pièces à installer dans leurs véhicules (produites par le constructeur ou par un producteur alternatif). Cette difficulté est la conséquence d'une utilisation extensive de la réglementation sur

la protection des dessins et modèles, qui vise initialement à protéger le dessin (« design ») des automobiles dans leur ensemble.

La législation a été adaptée dans un certain nombre de produits européens (Belgique, Espagne ou Italie) et permet aux consommateurs d'accéder à des pièces alternatives bien moins chères. Une étude de l'UFC-Que Choisir a démontré que pour ces consommateurs, l'économie moyenne réalisée par véhicule peut atteindre 54,4 %. Par conséquent, dans le but d'accroître la concurrence sur le marché des pièces de rechange visibles et de permettre aux consommateurs de réaliser de vraies économies sur la réparation automobile, il est essentiel d'inscrire dans le droit français une disposition déjà en vigueur dans tous les grands marchés automobiles européens qui prévoit d'exclure la protection des pièces détachées au titre des dessins et modèles sur le marché secondaire des pièces de rechange. Cette disposition ne porte aucune atteinte à la protection du dessin du véhicule dans son ensemble.

**Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)**

AMENDEMENT

N° CE 92

présenté par
M. Jean-Louis Léonard

ARTICLE ADDITIONNEL

APRES L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant :

Insérer l'article suivant :

« Au 1° de l'article L. 3262-7 du code du travail, après les mots :

« les mentions »,

sont insérés les mots :

« ou, lorsque ces titres sont stockés sous une forme électronique, y compris magnétique, les règles applicables au support de stockage et au dispositif de lecture de ce support ».

Exposé sommaire

Le titre-restaurant est un titre spécial de paiement remis par l'employeur aux salariés pour leur permettre d'acquitter en tout ou en partie le prix du repas consommé au restaurant ou acheté chez un détaillant en fruits et légumes ou chez un commerçant assimilé.

Le cadre juridique de ce titre a été instauré dans le cadre d'une ordonnance n° 67-830 du 27 septembre 1967. Il n'a pas été revu jusqu'à ce jour, s'agissant de la nature du support matériel de ce titre qui demeure un document papier.

Le présent amendement a pour objet d'ouvrir une option de dématérialisation, de manière à améliorer encore les conditions d'utilisations de ce titre spécial, pour en renforcer l'attractivité.

ASSEMBLÉE NATIONALE

2011

**RENFORCANT LES DROITS ET LA PROTECTION ET L'INFORMATIONS DES
CONSO MMATEURS**
(n° 3508)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N°

présenté par
Jean Dionis du Séjour

ARTICLE additionnel après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« L'établissement bancaire ne peut prélever, suite à un paiement par carte bancaire entraînant ou aggravant un découvert non-autorisé, que le montant correspondant au taux effectif global du crédit que représente ce découvert non-autorisé. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement tend à supprimer une partie des frais facturés en cas de découvert, et notamment la commission d'intervention. Actuellement, lorsqu'un paiement par carte bancaire entraîne ou aggrave un découvert non-autorisé, les banques facturent un taux d'intérêt pour ce découvert, souvent proche du taux d'usure. Les banques y ajoutent une multitude de frais, dont le principal est la commission d'intervention, facturée en moyenne 8,5 euros par opération entraînant ou aggravant un découvert. Une étude de l'UFC-Que Choisir montre que la facturation de la commission d'intervention n'a aucune justification économique, les banques amortissant déjà le coût pour elles des incidents de paiement via les autres opérations facturées au client (par exemple, l'envoi de courriers d'avertissement au client, surfacturé) : au total, c'est près d'1,8 milliards d'euros qui sont versés par les clients en difficulté au titre des commissions d'intervention.

Cet amendement ne fait que confirmer la jurisprudence de la chambre commerciale de la Cour de cassation du 5 février 2008 (n° de pourvoi : 06-20783) selon laquelle le coût total (taux d'intérêt + tous frais facturés) d'un découvert non autorisé suite à une opération par carte bancaire ne peut dépasser le taux d'usure en vigueur.

Amendement

CE 234 rect

Présenté par :

Mme Sandrine Mazetier, Annick Le Loch, François Brottes, Corinne Erhel, Jean Gaubert, Geneviève Fioraso, Jean-Louis Gagnaire, Jean Grellier, Jean-Yves Le Déaut, Frédérique Massat, Catherine Coutelle, William Dumas, Pascale Got, Marie Lou Marcel, Henri Jibrayel, Conchita Lacuey, Jean-Yves Le Bouillonec, Michel Lefait, Serge Letchimy, Louis-Joseph Manscour, Jacqueline Maquet, Jean-René Marsac, Kléber Mesquida, Germinal Peiro, François Pupponi, Chantal Robin-Rodrigo, Jean-Michel Villaumé et les membres du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

ARTICLE ADDITIONNEL

Après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« À titre expérimental, dans le département d Paris, l'autorisation d'ouverture de nuit pour un établissement à vocation nocturne est fixée à six mois pour la première demande.

Au premier renouvellement, lorsqu'aucune infraction n'a été constatée, la durée de l'autorisation d'ouverture de nuit est d'un an. »

Exposé sommaire

Aujourd'hui, la première autorisation d'ouverture de nuit accordée par l'autorité administrative est aléatoire. Sa durée minimale est de trois mois. Cette durée freine l'activité des établissements à vocation nocturne en bornant leur programmation culturelle à un horizon très court- d'autant que le renouvellement de cette autorisation peut, à son tour n'être que de 3 mois.

C'est pourquoi l'amendement ici présenté instaure une expérimentation à Paris qui fixe à six mois la durée de la première autorisation et à un la durée de l'autorisation suivante.

Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs
(n°3508)

Amendement

Présenté par : Mme Sandrine Mazetier, Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Pascale Got, Corinne Erhel, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonec, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Guillaume Garot , Mme Marie-Lou Marcel et les membres du groupe socialiste

Article additionnel
Après l'article 10

Insérer l'article suivant :

« Douze mois après la promulgation de la présente Loi, le Gouvernement présente au Parlement un rapport sur l'évolution de la réglementation relative aux conditions de sécurité des établissements à vocation nocturne et notamment sur la révision du changement de statut de type L en P lorsque ces établissements disposent d'une autorisation d'ouverture de nuit. »

Exposé sommaire

Cet amendement propose de demander un rapport sur les modifications de la réglementation relative à la sécurité des établissements à vocation nocturne disposant d'une autorisation d'ouverture de nuit, éventuellement nécessaires.

Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs
(n°3508)

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Erhel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonnet, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

Article additionnel
Avant l'article 11

Insérer l'article suivant :

« À la fin de l'article L. 311-5 du Code de la consommation, ajouter un alinéa ainsi rédigé :

« La publicité portant sur les crédits renouvelables visés à l'article L. 311-16 est prohibée. » »

Exposé des motifs

Il importe de compléter les mesures relatives à la publicité à l'égard des crédits pour améliorer la prévention contre le surendettement. L'interdiction de la publicité du crédit dit « revolving » fait partie des mesures nécessaires.

Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs
(n°3508)

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Erhel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonnet, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

Article additionnel
Avant l'article 11

Insérer l'article suivant :

« Art. L. 311-5-1. Le démarchage, la publicité, la distribution et l'ouverture de crédits renouvelables ne peuvent s'opérer dans la même enceinte que celle de l'achat du bien. Le démarchage à domicile, le démarchage à distance et le démarchage itinérant sont prohibés. »

Exposé des motifs

Il s'agit d'éviter que les distributeurs organisent dans les mêmes lieux la vente de produits de consommation et l'ouverture de crédits. Le crédit à la consommation est une cause importante de surendettement des ménages.

Aujourd'hui, pour l'achat d'un téléviseur, par exemple, il est usuel de voir les vendeurs conseiller la clientèle en arguant de la possibilité d'ouverture de crédits dans l'enceinte même du magasin, au même étage ou à un étage différent.

Il s'agit là d'une incitation à l'endettement pour des raisons strictement commerciales. L'ouverture de crédit est facilitée à l'égard des achats d'impulsion. En quelques minutes, le client peut revenir dans le rayon dans lequel se trouve le produit convoité et emporter le bien ainsi acquis à crédit.

Cette situation, qui confond les genres, n'est pas admissible. Il convient d'y mettre un terme.

**Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs
(n°3508)**

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Erhel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonec, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

**Article additionnel
Avant l'article 11**

Insérer l'article suivant :

« Art. L. 311-5-1. Le démarchage à domicile, le démarchage à distance et le démarchage itinérant des crédits renouvelables sont prohibés. »

Exposé des motifs

Il s'agit d'éviter les incitations à l'endettement qui n'est pas volontairement sollicité par le consommateur.

**PROJET DE LOI RENFORÇANT LES DROITS, LA PROTECTION
ET L'INFORMATION DES CONSOMMATEURS - (n° 3508)**

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Erhel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonnet, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

Article additionnel avant l'article 11

Insérer l'article suivant :

« À l'article L. 311-9 du Code de la consommation, ajouter les deux alinéas suivants :

« À défaut, le prêteur ne peut exercer de procédure de recouvrement à l'encontre de l'emprunteur défaillant, ou de toute personne physique ou morale s'étant portée caution.

« Si l'emprunteur a, en connaissance de cause, fait des fausses déclarations ou remis des documents inexacts en vue d'obtenir un crédit, il exonère le prêteur de la responsabilité prévue au premier alinéa. » ».

Exposé sommaire

En 2010, la Cour des comptes a consacré une partie de son rapport annuel à « **La lutte contre le surendettement des particuliers : une politique publique incomplète et insuffisamment pilotée** ». Elle y expose que depuis 1989, le nombre de dépôt de dossiers de surendettement n'a cessé de croître :

« Environ 70 000 dossiers étaient déposés, chaque année, entre 1991 et 1995 ; après un bref palier autour de 90 000 en 1996 et 1997, ce chiffre dépassait 100 000 dossiers en 1998 pour s'établir autour de 140 000 jusqu'en 2002. Depuis 2004, le flux annuel atteint 180 000 dossiers et connaît une brusque accélération en 2009 pour dépasser vraisemblablement les 200 000 dépôts sur l'année. Selon les dernières données publiées par la Banque de France, 738 000 personnes ou ménages étaient, en juin 2009, « en cours de désendettement » à la suite d'une mesure d'aménagement de leur situation. » Ces données montrent une dérive inquiétante de la solvabilité des ménages Français alors que, selon la Cour des comptes, « la corrélation avec la conjoncture économique est faible jusqu'en 2008. » (p.463)

Devant ces faits, il apparaît nécessaire de responsabiliser l'ensemble des parties aux contrats de prêts. Cet amendement vise cette responsabilisation. S'il apparaissait que l'établissement de crédit n'avait pas procédé à cette vérification, sa responsabilité doit être mise en œuvre concernant la non-solvabilité éventuelle du souscripteur. Dès lors, il ne doit pas pouvoir engager de procédure de recouvrement, à moins que le souscripteur ait délibérément fourni de fausses informations le concernant. Bien entendu, l'emprunteur doit aussi être responsabilisé en retour du fait de ses déclarations.

Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs
(n°3508)

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Eghel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonnet, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

Article additionnel
Avant l'article 11

Insérer l'article suivant :

« A la fin de l'article L.311-48 du code de la consommation, ajouter un alinéa ainsi rédigé :

« La créance née de l'ouverture des opérations de crédit visées à l'article L. 311-2 est inopposable à la communauté, à l'indivision et au membre de la communauté ou de l'indivision qui ne l'a pas expressément acceptée dès lors que cette opération dépasse un montant fixé par décret. » »

Exposé des motifs

Il s'agit de sauvegarder les intérêts communs du couple qui peuvent être mis en danger par le dérèglement du comportement de l'un des époux en matière de crédit dit « revolving ».

Chacun connaît des situations où, dans un couple, l'un des deux s'est laissé entraîner à contracter des emprunts dont l'autre n'a pas connaissance, en dehors des dispositions de l'article 220 du code civil. Il y a alors conflit et, dans tous les cas, partage des responsabilités : celui qui n'était pas au courant de l'engagement se trouve solidaire vis-à-vis du prêteur, qui n'avait pourtant pas obligation de faire signer le couple.

C'est donc en droit une situation particulière qui rend une personne juridiquement responsable d'un engagement dont elle n'a pas été préalablement informée, par le simple effet de la solidarité résultant du régime matrimonial dans le mariage, ou de l'indivision dans le PACS.

Ce n'est pas une situation normale. L'Assemblée nationale en avait convenu en adoptant cette disposition le 11 décembre 2003, avant que le Sénat ne vienne supprimer ce qu'elle avait adopté.

**PROJET DE LOI RENFORÇANT LES DROITS, LA PROTECTION
ET L'INFORMATION DES CONSOMMATEURS - (n° 3508)
(n°3508)**

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Erhel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonnet, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

**Article additionnel
Avant l'article 11**

Insérer l'article suivant :

« Le premier alinéa de l'article L. 313-3 du code de la consommation est ainsi rédigé :

« Constitue un prêt usuraire tout prêt conventionnel consenti à un taux effectif global qui excède, à la date de la remise de l'offre de ce prêt, le taux des prêts sur le marché interbancaire à douze mois, augmenté d'un taux déterminé par décret, après avis du Conseil national du Crédit et du titre, pour chaque catégorie de prêt, et qui ne peut être inférieur à cinq pour cent ni supérieur à dix pour cent. »

Exposé sommaire

Cet amendement a pour objet d'arrêter un mécanisme équitable de fixation du taux de l'usure, qui à la fois le rend compatible avec les réalités économiques et lui imprime une certaine souplesse pour tenir compte des différentes catégories de prêts.

Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs

(n°3508)

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Erhel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonec, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

Article additionnel avant l'article 11

Insérer l'article suivant :

« La deuxième phrase du sixième alinéa du I de l'article L. 312-1-1 du code monétaire et financier est ainsi rédigée :

« Il ne peut faire l'objet d'un consentement tacite. »

Exposé des motifs

L'alinéa visé de l'article L. 312-1-1 du code monétaire et financier pose que les projets de modification des conditions tarifaires applicables au compte de dépôt sont communiqués par écrit au client trois mois avant la date d'application envisagée. Il organise l'acceptation de cette modification sur « l'absence de contestation par le client dans un délai de deux mois après cette communication ».

Un oubli du client ou une impossibilité de répondre, pour quelque raison que ce soit, revient donc à une acceptation. Il convient de renverser la preuve du consentement à une acceptation expresse.

Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs
(n°3508)

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Erhel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonnet, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

Article additionnel
Avant l'article 11

Insérer l'article suivant :

« Le code monétaire et financier est complété par l'article suivant :

« Art. L. 312-1-5.- La pratique des dates de valeurs est prohibée pour les opérations de paiement ou de retrait à l'exception des opérations internationales, pour lesquelles elles doivent être dûment justifiées.

Le fait de contrevenir aux dispositions du présent article est puni d'une amende contraventionnelle de cinquième classe. »

Exposé des motifs

La pratique des dates de valeur par les établissements bancaires constitue un usage largement critiqué par les consommateurs qui y voient un élément d'opacité de la gestion de leurs comptes courants.

Cette pratique, par laquelle le banquier perçoit une rémunération sur un temps plus long que celui pendant lequel il avance les fonds (intérêts débiteurs) et verse une rémunération sur un temps plus court que celui, pendant lequel il dispose des fonds (intérêts créditeurs). (Cf. Marie-Josée Uwamahoro, *La réglementation bancaire française à l'épreuve de l'Europe*) est imposée aux clients de nombreux établissements.

La Cour de cassation a pu juger, dans un arrêt du 6 avril 1993, en s'appuyant sur les dispositions de l'article 1131 du Code civil, que les dates de valeur sont au moins partiellement sans cause. Elle a opéré une distinction entre les remises de chèques à l'encaissement et les opérations de dépôts et de retraits d'espèces.

Depuis, la jurisprudence s'est étoffée. En particulier le jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris, rendu le 18 mai 2004, a posé le caractère non justifié de l'application de dates de valeur négatives, et donc la facturation d'intérêts aux comptes débiteurs.

Le présent amendement propose de prohiber la pratique des dates de valeurs à l'exception des opérations internationales, pour lesquelles elles doivent être dûment justifiées. Un article est

donc ajouté à la section « droit au compte et relations avec le client » du code monétaire et financier. L'amende prévue est de 3000 euros, cumulable.

ASSEMBLÉE NATIONALE

2011

**RENFORCANT LES DROITS ET LA PROTECTION ET L'INFORMATIONS DES
CONSOUMMATEURS**
(n° 3508)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**présenté par
Jean Dionis du Séjour**

ARTICLE additionnel avant l'article 11

Insérer l'article suivant :

L'article L. 313-6 du code monétaire et financier est complété par la sous-section 4 ainsi rédigée :

« Sous-section 4

« Répertoire national des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels

« Art. L. 313-6-1. – Il est institué un répertoire national recensant les crédits accordés aux personnes physiques pour des besoins non professionnels. Ce fichier est géré par la Banque de France. Il est soumis aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

« Les établissements de crédit visés par le livre V du présent code ainsi que les services financiers de La Poste sont tenus de déclarer à la Banque de France les principales caractéristiques des crédits accordés à chaque emprunteur, et notamment le montant, le taux effectif global et l'échéancier de remboursement. Les établissements prêteurs transmettent à la Banque de France les modifications des conditions du crédit.

« L'inscription est conservée pendant toute la durée d'exécution du contrat.

« La Banque de France est seule habilitée à centraliser les informations visées au premier alinéa. Les établissements de crédit et les services financiers susvisés ne peuvent consulter ce fichier à d'autres fins que l'examen de la solvabilité du souscripteur. Ils ne peuvent en aucun cas conserver les informations ainsi obtenues dans un fichier automatisé.

« La Banque de France est déliée du secret professionnel pour la diffusion, aux établissements

de crédit et aux services financiers susvisés, des informations nominatives contenues dans le fichier à la demande de ceux-ci avec l'accord écrit préalable du souscripteur.

« Un arrêté du ministre des finances, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés et du comité visé à l'article L. 614-1, fixe notamment les modalités de collecte, d'enregistrement, de conservation et de consultation de ces informations.

« Dans les départements d'outre-mer, l'institut d'émission des départements d'outre-mer exerce, en liaison avec la Banque de France, les attributions dévolues à celle-ci par le présent article.

« Des décrets en Conseil d'État déterminent les conditions d'application de cet article. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans le cadre de la prévention du surendettement et de la responsabilisation des organismes prêteurs, il convient de donner à ces derniers les moyens de s'informer de la situation d'endettement personnelle des emprunteurs. Ils ont aujourd'hui à leur disposition le fichier des incidents de paiement (FICP) mais son actualisation est bien trop longue pour permettre une vision précise et réelle de la situation de l'emprunteur au moment de la demande. Et en tout état de cause, lorsqu'un demandeur d'emprunt est inscrit de ce fichier, il est souvent déjà trop tard.

Il est ainsi proposé la création d'un répertoire national des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels qui a l'avantage de donner aux établissements de crédits des éléments d'appréciation plus prospectifs au moment même de la décision d'octroi du crédit.

Ce répertoire offrirait une double protection aux consommateurs : il serait géré par la seule Banque de France à l'exclusion de tout organisme privé, bancaire ou non, et les établissements de crédit n'auraient accès aux informations que pour un temps limité et uniquement dans l'hypothèse où l'emprunteur potentiel les y aurait explicitement autorisés, interdisant ainsi tout usage commercial de ce répertoire.

Par ailleurs, aujourd'hui, le coût de vérification des dossiers est très élevé pour les organismes prêteurs, ce qui ne contribue qu'à les dissuader de se renseigner sur la solvabilité de l'emprunteur lorsque le montant du prêt n'est pas assez élevé. Le coût de consultation de ce répertoire, déjà mis en place dans la plupart des autres pays de l'Union Européenne, pourrait être fixé autour d'une dizaine d'euros – contre quelques dizaines de centimes en Belgique par exemple – afin de ne pas pénaliser les organismes prêteurs qui souhaiteraient y avoir recours et, en même temps, de financer la gestion de ce répertoire.

Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs

(n°3508)

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Erhel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonnet, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

**Article additionnel
Avant l'article 11**

Insérer l'article suivant :

« Après l'article L. 313-6 du code monétaire et financier, il est inséré une sous-section 3 ainsi rédigée :

« Sous-section 3

« Répertoire national des crédits aux consommateurs

« *Art. L. 313-6-1.* – Il est institué auprès de la banque de France un répertoire national recensant les crédits accordés aux personnes physiques pour des besoins non professionnels. Ce fichier est géré exclusivement par la Banque de France. Il est soumis aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

« Ce fichier est indisponible aux établissements de crédits. L'emprunteur interroge la banque de France sur son état d'endettement.

« Les modalités de fonctionnement du fichier sont définies par décret en conseil d'État. »

Exposé sommaire

La création d'un répertoire national des crédits aux consommateurs apparaît désormais essentielle comme instrument de prévention au surendettement. Il ne se substitue pas au fichier national des incidents de paiement caractérisés liés aux crédits aux particuliers (FICP) et vise à permettre à chacun de connaître précisément sa situation d'endettement, à quelque moment que ce soit. Indisponible aux établissements de crédits et géré exclusivement par la Banque de France, à qui les établissements de crédits adresseront tous leurs contrats.

Le fichier positif d'endettement est un moyen de prévention qui, jusqu'à présent, a été ignoré. Il convient de le mettre en place. Pour palier les inconvénients réels d'une consultation par les professionnels d'un fichier positif, ce qui entraînerait des dérives de leur part, la présente proposition met en œuvre un système dans lequel ce sont les personnes physiques qui veulent souscrire un emprunt qui seront amenées à consulter le fichier. Elles auront ainsi entière connaissance de leur capacité d'endettement. Une telle mesure les responsabilise.

Droits, protection et information des consommateurs, n°3508

Amendement

Présenté par :

François Brottes, Annick Le Loch, Corinne Erhel, Jean Gaubert, Geneviève Fioraso, Jean-Louis Gagnaire, Jean Grellier, Jean-Yves Le Déaut, Frédérique Massat, Catherine Coutelle, William Dumas, Pascale Got, Marie Lou Marcel,, Henri Jibrayel, Conchita Lacuey, Jean-Yves Le Bouillonnet, Michel Lefait, Serge Letchimy, Louis-Joseph Manscour, Jacqueline Maquet, Jean-René Marsac, Kléber Mesquida, Germinal Peiro, François Pupponi, Chantal Robin-Rodrigo, Jean-Michel Villaumé et les membres du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Article additionnel avant l'article 11

Insérer l'article suivant :

« Compléter l'alinéa 9 de l'article 2 de la loi n°90-567 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom par la phrase suivante :

« À ce titre, la Banque postale ne propose pas de "crédits dit revolving ».

EXPOSE SOMMAIRE

L'accessibilité bancaire suppose que la Poste ne pousse pas le consommateur à des comportements susceptibles de le conduire à un endettement maximum.

Projet de loi Droits, protection et information des consommateurs

(n°3508)

Amendement

Présenté par : Mme Annick Le Loch, M. Jean Gaubert, M. François Brottes, Mme Corinne Erhel, Pascale Got, M. Jean Grellier, Mme Frédérique Massat, M. Jean-Yves Le Bouillonec, Germinal Peiro, Jean-René Marsac, Armand Jung, Daniel Boisserie, Mme Jacqueline Maquet, Marie-Lou Marcel, M. William Dumas et les membres du groupe SRC

Article additionnel**Avant l'article 11**

Insérer l'article suivant :

« Les frais bancaires prélevés pour le traitement des incidents de compte en cas de dépassement du découvert autorisé doivent être intégrés, en plus des intérêts, dans le calcul du taux effectif global (TAEG visé à l'article L. 313-3 du Code de la Consommation). »

Exposé sommaire

Il s'agit de lutter contre les frais bancaires prohibitifs pratiqués par les établissements bancaires pour le traitement des incidents de compte et notamment les frais dits de « forçage ». Ces frais d'intervention, présentés comme des frais comptables rémunérant un service spécifique, sont souvent sans commune mesure avec le coût réel du dit service et participent très largement à fragiliser les usagers déjà confrontés à des difficultés financières. Par ailleurs, le dépassement d'autorisation de découvert, dès lors qu'il est accepté par la banque, constitue *de facto* une opération de crédit. A ce titre, les frais d'intervention, directement liés à cette opération de crédit, devraient être intégrés, en plus des intérêts, au calcul du taux effectif global (TEG) au même titre que les frais bancaires prélevés de manière habituelle lors de la conclusion de tout type de prêt. Un arrêt de la Cour de Cassation (chambre commerciale) a été rendu en ce sens le 5 février 2008, favorable à la prise en compte des frais de forçage dans le calcul du taux effectif global. Enfin, il pourra être remarqué que selon un rapport de la Commission Européenne publié en septembre 2009, les banques françaises affichent les frais parmi les plus onéreux des banques européennes. Aucune initiative sérieuse n'est venue contrecarrer cette pratique contraire aux intérêts des consommateurs.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

CE N°

467

ARTICLE 11

Aux alinéas 1 et 2, substituer par deux fois au mot :

« publication »,

le mot :

« promulgation ».

Exposé sommaire

Amendement de précision.

Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs -
(n° 3508)

AMENDEMENT

présenté par
M. Daniel Fasquelle, rapporteur

CE N°

468

ARTICLE 11

A l'alinéa 2, substituer aux mots :

« avec les adaptations nécessaires, les dispositions de cette ordonnance »,

les mots :

« les dispositions de l'ordonnance mentionnée au premier alinéa du présent article ».

Exposé sommaire

Amendement de précision.